

OTAGES ALGÉRIENS AU MALI

Sellal explique le silence d'Alger



CRISE MALIENNE

L'Algérie privilégie une solution pacifique
Les Etats-Unis n'envisagent pas d'intervention militaire

Page 5

ISSN : 1112-7449

MIDI



L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION *Libre*

N° 1688 | Lundi 1^{er} octobre 2012 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

PLACEMENT DES RÉSERVES DE CHANGE



L'Algérie répondra favorablement au FMI

Supplément économie pp. 11, 12, 13 et 14

TEBBOUNE RAPPELLE LES DISPOSITIONS DE LA LOI 08/15 DU 20 JUILLET 2008

RÉGULARISATION DES CONSTRUCTIONS INACHEVÉES



Page 3



AMAR TOU À PROPOS DE LA GRÈVE DES CHEMINOTS
«L'enquête pourrait être reconduite»

Page 4

Un bijoutier enlevé et 300.000 DA volés à Mila

ACCIDENTS DE LA ROUTE

19 morts en une journée

Page 6



35.000

billets seront mis en vente pour le match Algérie-Libye prévu le dimanche 14 octobre au stade Mustapha-Tchaker, comptant pour le 3^e et dernier tour retour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations 2013, a affirmé le directeur de l'enceinte de Blida, Mohamed Belhadja.

45

personnes sont mortes samedi lors de violences à travers la Syrie, notamment dans la province d'Alep (nord du pays), théâtre de combats entre rebelles et forces du régime, a indiqué le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), Rami Abdel Rahmane

600

délégués, issus de 28 wilayas du pays et de la communauté nationale établie à l'étranger, ont pris part vendredi au congrès constitutif de l'Union pour le changement et le progrès (UCP) tenu samedi à Zemmouri, Boumerdès.

La suggestion de Tahmi

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Tahmi, a suggéré samedi lors de l'AGO du Comité olympique algérien, que les récompenses attribuées aux athlètes handisports couronnés lors des joutes internationales soient égales à celles attribuées aux autres athlètes.

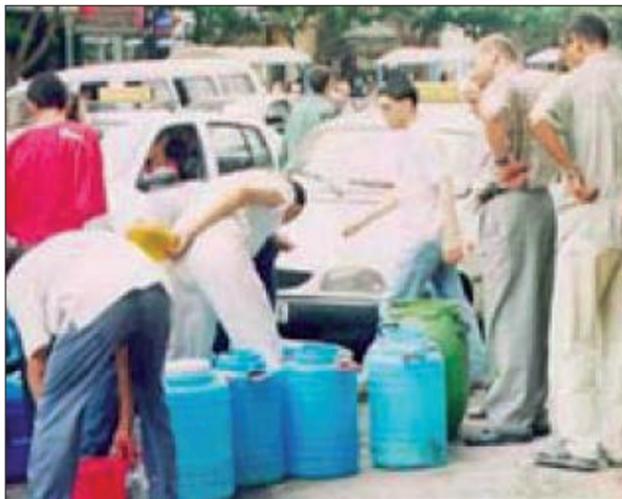
"Les résultats réalisés par les athlètes du handisport nous procurent beaucoup de satisfactions, et il serait logique que ces athlètes bénéficient des mêmes avantages que les autres", a déclaré M. Tahmi, à l'ouverture des travaux de l'assemblée générale ordinaire du Comité olympique algérien (COA), samedi à Alger. L'Algérie, représentée aux Jeux paralympiques de Londres par 32 athlètes (athlétisme, judo et goal-ball), a terminé la compétition à la 26^e position au classement général des médailles sur 75 pays classés, avec un total de 19 médailles (4 or, 6 argent et 9 bronze)



10 jours sans eau !

La commune de Hammam Beni-Salah, dans la wilaya d'El-Tarf, est privée d'eau potable depuis une dizaine de jours, a constaté samedi l'APS. Une situation qui a conduit les responsables de la commune à approvisionner les populations, ainsi que les écoles et les structures publiques, au moyen de citernes. Une solution palliative qui a toutefois montré ses limites au regard des besoins importants exprimés en cette période de forte chaleur. La direction de l'hydraulique impute cette coupure aux perturbations enregistrées dans l'alimentation en énergie électrique qui se sont répercutées négativement sur le bon fonctionnement de la station de pompage. Une situation, ont-ils ajouté, "indépendante de leur volonté" mais qui s'améliorera "très prochainement" à la faveur des mesures prises en collaboration "avec toutes les parties concernées". Les services de l'hydraulique ont également fait part d'efforts "importants" pour mettre un terme au phénomène des fuites d'eau qui pénalisent également les habitants de Hammam Beni-Salah.

Pour le président de l'Assemblée populaire communale (APC), Hachemi Boukhemla, la mise en service "régulière" de la station de pompage située près du barrage de Cheffia



devrait permettre un meilleur approvisionnement des citoyens en eau potable.

La Guinée reconnaissante à l'Algérie



Sano.

"L'Algérie s'est fortement investie dans la formation et la qualification des cadres guinéens dans plusieurs domaines et particulièrement dans ceux de la santé et de la sécurité", a déclaré M. Koutoubou à la presse vendredi à l'issue d'une cérémonie de remise de l'aide médicale algérienne d'urgence à son pays en proie à une épidémie de choléra.

Il a appelé à cette occasion à redynamiser la coopération algéro-guinéenne dans tous les domaines.

Le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, Naman Keita, a rappelé que les médecins guinéens qui combattent actuellement l'épidémie de choléra ont été formés en Algérie. "Cette équipe médicale a pu en quelques mois réduire le nombre de décès provoqués par l'épidémie grâce à la formation de haut niveau qu'ils ont reçue en Algérie", a-t-il affirmé.

L'épidémie de choléra, qui sévit en Guinée depuis février dernier, a fait 7.000 victimes, dont 121 morts. La ville la plus touchée par ce fléau est la préfecture de Forécariah qui est située à 100 Km de Conakry, capitale de la Guinée. L'aide humanitaire d'urgence de l'Algérie à la Guinée est composée de trente tonnes de médicaments et de produits de réhydratation et de traitement des eaux, notamment 23 tonnes de produits chirurgicaux (sérum salé et glucosé) et de 3 tonnes de produits pharmaceutiques (perfuseur, oxygène, primazol et microperfuseur).

Le gouvernement algérien a "fortement" contribué à la formation et la qualification des cadres de la Guinée, a indiqué le ministre guinéen de la Coopération internationale, Moustapha Koutoubou

D
i
x
i
t

Abdellatif Baba Ahmed :

« Plus de 100 lycées seront réceptionnés durant les mois de novembre et décembre prochains, soit une moyenne de deux à trois lycées par wilaya. L'éradication définitive du problème de surcharge se fera en deux étapes, dont la 1^{re} consiste en la réception prochaine de ces 100 lycées. Quant à la 2^e étape, elle porte sur la réception d'un certain nombre de lycées, dont le taux de réalisation est de 70 %, selon les informations données par les walis lors d'une récente rencontre (...). Je tiens toutefois à rassurer que ce problème de surcharge sera complètement résolu à la prochaine rentrée. »

Quand Facebook passe du virtuel au réel



Régulièrement accusé de violer la vie privée de ses utilisateurs, Facebook est actuellement au cœur d'un scandale qui pourrait bien lui valoir de nouveaux déboires avec la justice américaine. Lundi, alors que les médias français étaient braqués sur l'affaire du pseudo-bug, le Financial Times révélait que le réseau social avait passé un accord avec une société américaine controversée du nom de Datalogix, spécialisée dans la collecte de données personnelles.

70 millions de consommateurs

Tout à fait légale au Etats-Unis, Datalogix est elle aussi un grand spécialiste du fichage des consommateurs. Mais son champ d'activité se situe, lui, dans le monde réel. Avec 70 millions d'individus dans ses listings, Datalogix possède l'un des plus importants fichiers, constitué à l'aide des bases de données de plus de 1.000 enseignes. A chaque fois qu'un Américain donne son email, ses coordonnées, prend une carte de fidélité ou adhère à un "club", ses informations sont transmises à Datalogix. Afin de respecter la loi, les données sont ensuite anonymisées et revendues aux annonceurs sous la forme de groupes correspondant à la cible recherchée. Pour Facebook, cette tentative de passer du marketing virtuel au marketing réel répond à un double impératif. Grâce aux adresses emails, le réseau social pourra croiser les fichiers et comparer les informations collectées en ligne avec le comportement de ses utilisateurs en tant que consommateurs. Ainsi, Facebook pourra voir si les goûts affichés sur les profils correspondent aux achats effectués "off-line".

Un match de football avec trois équipes !

Si une rencontre de football peut être brouillonne lorsqu'il y a deux équipes, c'est encore pire lorsqu'il y en a trois ! C'est la chaîne de télévision norvégienne Channel TV2 qui a récemment eu l'idée d'organiser ce drôle de match avec les équipes de foot à 7 des clubs de Honefoss, Kongsvinger et Haugesund. Pour l'occasion, un terrain aux lignes diagonales avait été tracé dans un gymnase, avec une partie de terrain pour chaque équipe. Le résultat est bien sûr très désordonné, chaque joueur se retrouvant face à 14 adversaires prêts à récupérer le ballon de n'importe quelle manière. Même un ballon en touche ou en corner prête à discussion puisque deux équipes sont en mesure de l'exécuter !

MISE EN CONFORMITE DES CONSTRUCTIONS NON ACHEVÉES

Les citoyens appelés à régulariser leurs situations

Le ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme a rappelé, hier, aux citoyens, par voie de presse, qu'ils peuvent bénéficier d'une régularisation de leur situation au titre des dispositions de la loi portant mise en conformité des constructions non achevées.

PAR INES AMROUDE

Compte tenu de l'échéance de la loi fixée pour le 20 juillet 2013, le ministère a invité les citoyens concernés par les dispositions de cette loi (numéro 08-15 du 15 juillet 2008) à se rapprocher des architectes agréés et des bureaux d'études habilités, à l'effet d'élaborer les dossiers techniques prévus à cet effet. Différents cas de situations sont prévus par cette loi qui avait défini quatre cas de figure.

Le premier cas concerne les constructions disposant d'un permis de construire et non achevées à la date du 20 juillet 2008, alors que le second concerne les constructions disposant d'un permis de construire mais non-conformes aux permis de construire délivrés.

Le troisième cas prévu par la loi se rapporte aux constructions achevées, réalisées sans permis de construire alors que le quatrième cas concerne les constructions non achevées réalisées sans permis de construire, qu'elles soient publiques ou privées et à titre individuel ou coopératives immobilières.

La mise en conformité de la construction ouvre droit, le cas échéant à la régularisation du titre de propriété relatif à l'assiette du terrain occupé, souligne le ministère.



Est-ce la fin de l'enlaidissement du paysage urbain ?

Cette opération permettra aux citoyens concernés, la régularisation de leur situation, afin d'obtenir les permis de construction et les actes de propriété, des immeubles construits dans le cadre des coopératives foncières ou de l'auto-construction.

Des mesures pour alléger les procédures administratives afin de faciliter l'application de la loi de 2008 ont été, par ailleurs, prises par le ministère de l'Habitat.

Il s'agit de l'élaboration de deux circulaires interministérielles, l'une relative à la délivrance des actes d'urbanisme pour les

équipements et les logements réalisés par les administrations et par les organismes publics, et l'autre portant allègement de modalités de mises en œuvre des dispositions de la loi n° 08-15 du 20 juillet 2008.

Les citoyens désireux de régulariser la

situation de leur construction sont tenus de faire une déclaration de mise en conformité de leur construction au président de l'assemblée populaire communale (APC) territorialement compétent. Les demandes devront être déposées en cinq exemplaires,

LE MINISTÈRE DES FINANCES L'A ANNONCÉ HIER

Le fonds de garantie automobile opérationnel

PAR RAYAN NASSIM

Le ministère des Finances a annoncé, hier que le fonds de garantie automobile, créé par décret en avril 2004, est désormais opérationnel avec comme mission la prise en charge de victimes d'accidents de la route dont les auteurs ne sont pas assurés ou inconnus des compagnies d'assurances.

L'objectif du FGA, rendu nécessaire avec la hausse des accidents de la route, est de permettre aux victimes de recevoir l'indemnisation qu'elles ne pouvaient pas obtenir d'un assureur du fait d'un auteur (du sinistre) non assuré, non garanti ou encore inconnu, précise un communiqué du ministère.

Ainsi, selon le ministère, le Fonds est chargé de l'indemnisation totale ou partielle des victimes d'accidents corporels de la circulation et de leurs ayants droit causés par un véhicule terrestre à moteur en l'absence d'intervention d'une compagnie d'assurance.

"Le Fonds de garantie automobile intervient uniquement pour les dommages corporels lorsque l'auteur responsable de l'accident est inconnu ou ne dispose pas d'une assurance ou est déchu de la garantie", indique le texte. *"Dans ce cas, il doit être en outre totalement ou partiellement insolvable, ce qui devient une situation à justifier".* S'agissant des victimes ou de leurs ayants droit répondant aux conditions d'indemnisation, elles doivent dans un délai de cinq ans à dater de la date de l'accident, saisir le Fonds pour conclure un accord à amiable d'indemnisation. Ainsi, le Fonds peut être saisi par la victime elle-même ou par son assureur.

Pour accélérer l'indemnisation des victimes, une convention de règlement des sinistres peut être signée par le Fonds de garantie automobile et les sociétés d'assurances. Le Fonds verse des indemnités en cas de blessures sur la base de certificats médicaux, de blessures avec séquelles après avis d'un médecin expert, et en cas de décès aux ayants droit (notamment les préjudices moraux, frais des obsèques..)

Enfin, lorsque la victime reçoit l'offre d'indemnisation, elle peut l'accepter et le règlement intervient dans un délai d'un mois, la discuter ou encore la refuser pour être fixée judiciairement.

R. N.

SOUS LA PLUME

Finir sa maison à n'importe quel prix !

PAR SORAYA HAKIM

Le nouveau ministre de l'Habitat, Abdelmadjid Teboune, vient rappeler aux citoyens l'exigence de régulariser leur situation au titre des dispositions de la loi portant mise en conformité des constructions non achevées, la fameuse loi numéro 08-15 du 17 Rajab 1429 correspondant au 20 juillet 2008 qui fixe les règles de mise en conformité des constructions et leur achèvement en apportant la précision que cela doit se faire avant l'échéance fixée à juillet 2013. En 2007, le Président, à l'occasion d'une tournée dans l'arrière-pays avait piqué un coup de sang en voyant les constructions inachevées enlaidir le paysage. Il est vrai que le phénomène des constructions inachevées a pris une ampleur démesurée ces dix dernières années avec le boom économique. Cependant, cette loi adoptée par le Parlement à l'époque avait fait réagir les experts architectes et les ingénieurs en urbanisme. Régulariser les constructions inachevées c'est bien beau, mais encore faut-il que cela ne se fasse pas au détriment du tissu urbain. Pas question de parachever des construc-

tions qui se trouvent dans un lit d'oued. Architectes et ingénieurs avaient préconisé une commission gouvernementale en nommant un "Monsieur parachèvement" qui, en collaboration étroite avec les architectes et les ingénieurs, plancherait sur cet épineux problème. Demander un certificat de conformité après avoir construit des semblants de maisons sous prétexte que les propriétaires ont coulé des dalles est une aberration. Pour ceux qui ont construit sans permis, c'est une aubaine et pourront de ce fait obtenir un acte de propriété et s'ils sont gênés pour des raisons pécuniaires pour terminer leur bâtisse, les banques sont appelées à la rescousse pour un crédit. Rien de plus simple, faire une déclaration de mise en conformité auprès des APC territorialement compétentes et le tour est joué. Nous sommes à deux mois des élections communales. De deux choses l'une, soit les régularisations vont prendre des allures de Pégase soit on éconduira les demandeurs en les priant d'attendre la nouvelle composante de l'assemblée communale et sans doute retourner à la case départ.



En 2007, le Président, à l'occasion d'une tournée dans l'arrière-pays, avait eu un coup de sang en voyant les constructions inachevées enlaidir le paysage.



4^E JOUR DES DÉBATS EN SÉANCE PLÉNIÈRE SUR LE PLAN DU GOUVERNEMENT

Boudebouz et Arribi « allument le feu » à l'APN

« Ceux qui veulent s'enrichir illégalement doivent s'abstenir de se cacher derrière le sigle FLN ». « Du projet du siècle au scandale du siècle ». Ces deux phrases prononcées par, respectivement, Ghani Boudebouz de l'Alliance pour l'Algérie verte (AVV) et Lahcène Laribi du Front pour la justice et le développement (FJD) ont quelque peu « animé » les travées de l'APN. D'ailleurs, le député de l'AVV a été chahuté par ses collègues du FLN et certains ont essayé de l'empêcher de continuer sa diatribe. Il a fallu un certain doigté de Larbi Ould Khalifa pour calmer les esprits qui ont commencé à s'échauffer sérieusement. Curieusement, son collègue du FJD a pu déverser tout son venin sur Amar Ghoul, sans le nommer toutefois. Il n'a pas été nullement pris à partie par les députés de Amar Ghoul, du moins ceux qui ont ralliés son parti « TAJ ».

PAR SADEK BELHOCINE

Les députés ont repris, hier, le chemin de l'Assemblée populaire nationale pour poursuivre, au quatrième jour, les débats en séance plénière autour du plan du gouvernement, présenté par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal. L'hémicycle de la Chambre basse du Parlement était à moitié vide, certains parlementaires continuent de bouder les travaux et préfèrent « l'école buissonnière ». Les débats se sont installés dans une « monotonie » depuis le début des interventions des députés lorsqu'est venu le tour de Ghani Boudebouz de l'AVV (Alliance Algérie verte). Par sa sortie tonitruante, le parlementaire a mis le doigt sur certaines pratiques incompatibles avec l'Etat de droit.

« Au moment où l'on parle de l'Etat de droit, il y a davantage de corruption, d'immolations et de harragas qui perdent leur vie en mer », s'insurge-t-il. Parlant de la corruption, l'élu de l'AVV dénonce le fait qu'elle est nichée aussi dans les murs de l'APN, évoquant le cas de la coopérative immobilière de l'APN où certains fonctionnaires ont été arnaqués, tandis que d'autres sont devenus milliardaires du jour au lendemain. Quant à Lahcène Laribi, il n'a pas trouvé de mots assez forts pour descendre en flammes le projet de l'autoroute Est-Ouest et en filigrane son promoteur le ministre des Travaux publics, Amar Ghoul. Pour le parlementaire du FJD de Abdellallah Djabballah, « le projet



Les parlementaires à l'épreuve du terrain.

du siècle » s'est transformé en « scandale du siècle ». « Le coût des travaux, la qualité de l'ouvrage et les délais de réalisation ont dépassé les normes en la matière », a-t-il dénoncé, relevant les malfaçons de plusieurs tronçons du projet, faisant croire à un séisme qui a frappé ces lieux, les délais élastiques 2013 au lieu de 2011, qui

ont généré des surcoûts, 12 milliards de dollars au lieu de 11 milliards de dollars. Lahcène Laribi prévient aussi des problèmes de maintenance qui ne manqueront pas de se poser. Le député du FJD a tiré à boulets rouges sur le secteur de l'Habitat qui est rongé par les mêmes maux que celui des Travaux publics (délais de réali-

sation, surcoûts et malfaçons des constructions). En somme pour Lahcène Laribi, les sociétés étrangères sont venues en Algérie « apprendre sur la tête des orphelins ». Autre intervention qui a retenu l'attention, c'est celle de Seddik Chihab du Rassemblement national démocratique (RND) de l'ex-Premier ministre, Ahmed Ouyahia. Le parlementaire du RND s'est cru obligé de louer les « qualités » de Abdelmalek Sellal, attirant particulièrement son attention sur le fait qu'« il est en devoir de synchroniser l'ensemble des secteurs ministériels » ou encore que « l'esprit d'équipe doit régner dans le gouvernement ». Des « esprits » dont Chihab Seddik a dû certainement remarquer leur absence dans l'équipe de Ahmed Ouyahia, ex-Premier ministre et secrétaire général du RND. Restant toujours dans l'esprit d'équipe, le député du RND a évoqué, la défense et l'attaque pour donner un souffle nouveau au service public et conseiller de « renouer avec l'économie de croissance » pour sortir le pays du guêpier de l'informel et des griffes des barons de la spéculation.

S. B

LEADER DU TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES

La SNTR modernise sa flotte

PAR RYAD EL HADI

Acteur incontournable dans le transport routier de marchandises sur le marché national, la Société nationale des transports routiers (SNTR) veut recouvrer une seconde jeunesse avec l'extension de son réseau et la modernisation de la flotte.

Avec un management de ses ressources humaines et techniques efficace, la SNTR compte préserver son statut de leader du marché national de transport terrestre de marchandises par le renforcement de sa flotte de camions de gros tonnage notamment, l'organisation de ses activités et une formation permanente de ses employés. Créée en 1967, en application de l'ordonnance 67-130 portant sur l'organisation du transport terrestre et spécialisée dans le transport terrestre des marchandises, la SNTR a toujours participé aux grands chantiers de développement économique du pays, selon ses dirigeants. La réorganisation de la SNTR en groupe industriel composé de plusieurs filiales a eu un effet positif sur l'amélioration de ses performances et son redéploiement sur la majeure partie du territoire national. Le chiffre d'affaires du groupe est ainsi passé de 5 milliards DA en 2007 à plus de 8 milliards en 2011, soit une hausse de près de 40% en l'e-

space de quatre ans. Avec une flotte de 400 camions neufs, de 2.557 employés et de 23 unités de fret, la SNTR a pour mission, selon Fawzi Asloum, responsable des ventes, de « répondre favorablement aux attentes de ses clients en assurant des prestations de services de qualité, adaptées aux exigences des entreprises ».

A sa réorganisation en groupe industriel en 2002, la SNTR a créé plusieurs filiales, chacune étant chargée d'une mission bien définie afin d'assurer la diversification des activités et répondre aux diverses sollicitations de ses partenaires. Une des grandes filiales du groupe est « Logitrans ». Avec ses camions en « vert et blanc », le sigle de la filiale sur les flancs, « Logitrans » reste au cœur des activités du groupe : le transport de marchandises par voie terrestre à travers le pays, ainsi que vers les pays voisins comme la Tunisie, la Libye, le Niger et le Mali. Dans les grandes régions du sud du pays, au Hoggar comme au Tassili et jusque vers le Touat et le Gourara, les camions de « Logitrans » sillonnent les plateaux à plus de 2.000 mètres d'altitude et les pistes de sable avec leur fameux « fech-fech » pour joindre parfois au bout de plusieurs jours des villes comme Tamanrasset, Djanet ou Adrar. Le groupe SNTR compté également comme

filiale « AGEFAL », qui est spécialisée dans la gestion du fret et composée de 33 agences locales, alors que la Société algérienne de surveillance et de prestations de service (SAPS) assure le gardiennage et l'entretien aussi bien pour la société mère (SNTR) que d'autres entreprises de transport étrangères implantées en Algérie. La SAPS assure également le nettoyage industriel, la lutte anti-vectérielle, antiacridienne, et la désinsectisation en milieu urbain. La SNTR a également mis en place une filiale chargée des activités de maintenance, et de maintenance préventive qui assure aussi bien la maintenance de ses engins que le matériel de plusieurs autres entreprises. Répartie sur 19 unités et centres opérationnels à travers le territoire national, cette filiale a réussi à gagner la confiance de plusieurs grandes entreprises et groupes industriels et pétrochimique publiques, notamment Sonatrach, Soidal, Naftal, Net Com ainsi que la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN).

R. E.

AMAR TOU À PROPOS DE LA GRÈVE DES CHEMINOTS «L'enquête pourrait être reconduite s'il y a un fondement juridique»

Le ministre des Transports a indiqué qu'« un terrain d'entente sera certainement trouvé pour convaincre les cheminots de reprendre le service ». Interrogé sur la revendication des cheminots qui réclament la réouverture de l'enquête sur l'accident de train qui a valu son poste au conducteur, la raison principale du déclenchement d'une grève illimitée depuis mardi dernier, une des conclusions de l'enquête fait état de négligence humaine, le ministre dira que « cette revendication sera satisfaite s'il existe un fondement juridique ». Amar Tou ne s'avance pas trop sur ce terrain et assure : « On m'a dit au téléphone qu'il existe un arrêté publié sur ces cas, mais je dois d'abord le voir et l'examiner pour pouvoir décider de reconduire une commission d'enquête ». Le ministre a critiqué la façon dont se sont pris les cheminots pour déclencher ce mouvement de grève qui a occasionné un grand préjudice aux usagers du train. « Il doit y avoir un préavis de grève », a-t-il dit. « La banlieue algéroise transporte 100.000 travailleurs par jour », a-t-il ajouté.

S. B.

OTAGES ALGÉRIENS AU MALI

Sellal explique le silence d'Alger

Le gouvernement algérien ne fait pas de déclarations concernant les otages algériens enlevés à Gao dans le nord du Mali afin de "préservé leur vie", a indiqué dimanche à Alger le Premier ministre, Abdelmalek Sellal.

PAR RAYAN NASSIM

"**N**ous ne ferons pas de déclarations, ni aujourd'hui, ni demain. C'est un dossier sensible et nous voulons préserver la vie des otages algériens", a déclaré M. Sellal en marge du débat général sur le plan d'action du gouvernement à l'Assemblée populaire nationale. Le consulat d'Algérie à Gao avait été la cible d'une attaque le 5 avril dernier par un groupe armé qui a pris en otage le consul et six fonctionnaires pour les emmener vers une destination inconnue. Trois otages algériens avaient été ensuite libérés. A la suite de cet acte que l'Algérie avait condamné avec "viguer", une cellule de crise a été mise en place au niveau du ministère des Affaires étrangères, pour suivre l'évolution de cette

affaire et afin de tout mettre en œuvre pour le retour sains et saufs des sept diplomates algériens.

S'agissant de l'information relayée par un certain nombre de sites web au sujet d'un communiqué annonçant l'exécution du fonctionnaire consulaire algérien Tahat Touati, le ministère des Affaires étrangères avait indiqué qu'elle "fait actuellement l'objet de vérifications nécessaires pour s'assurer de son authenticité". Le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci, avait déclaré, pour sa part, qu'il ne disposait pas de "preuve matérielle" que le fonctionnaire consulaire algérien, Tahat Touati, avait été assassiné comme annoncé par des médias.

"Nous n'avons pas d'information crédible qui nous permette de parler de la mort ou non de M. Touati. Nous nourrissons toujours un espoir, lequel a été transmis à la famille du



diplomate", avait-il ajouté.

CRISE MALIENNE

L'Algérie privilégie une solution pacifique

PAR LAKHDARI BRAHIM

Le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci, a réitéré samedi à New York que l'Algérie œuvrait à une "solution pacifique et durable" au Mali en proie à une crise politique, sécuritaire et humanitaire. Intervenant au débat général de la 67^e Assemblée générale de l'Onu, M. Medelci a rappelé que les pays de la région du Sahel font face à des risques et menaces qu'attestent un regain du terrorisme dans ses manifestations les plus violentes et ses interconnexions avec les fléaux du crime organisé, du trafic de drogues et d'armes. C'est dans ce contexte, a-t-il expliqué, que s'inscrit la situation complexe du Mali, dont la crise menace sérieusement la sécurité des pays du Sahel alors que ses racines plongent dans les affres du sous-développement. Dans ce sens, le chef de la diplomatie algérienne a soutenu qu'en concertation avec l'Union africaine, la Cedeao et les autres acteurs régionaux concernés, "l'Algérie œuvre dans le cadre opérationnel convenu par les pays du champ (Algérie, Mali, Niger et Mauritanie), à une solution pacifique et durable de cette crise".

S'exprimant sur la situation régionale en général, le ministre des Affaires étrangères a affirmé que l'Algérie apporte sa contribution au processus démocratique, à l'Etat de droit et au développement, ajoutant que la promo-

tion notamment de la sécurité alimentaire, des infrastructures routières et de l'énergie sont autant de domaines de coopération avec les pays du Maghreb et du Sahel en particulier. L'Algérie, a-t-il poursuivi, salue les récents changements en Afrique du Nord et au Moyen-Orient voulus par les peuples en quête de démocratie. Attachée à l'autodétermination des peuples et au respect mutuel entre les nations, a ajouté M. Medelci, l'Algérie condamne toute violence et répression d'où qu'elles viennent et continue de croire que le dialogue et la négociation demeurent des moyens privilégiés pour le règlement des différends. M. Medelci a réitéré, à cet égard, que l'Algérie plaide pour que "le peuple du Sahara occidental exerce son droit à l'autodétermination. Nous exhortons le Maroc et le Front Polisario à s'engager, de bonne foi, dans des pourparlers formels, sous l'égide des Nations unies, afin de parvenir à une solution juste et durable, répondant aux normes de la légalité internationale", a-t-il insisté. Lors de son intervention, M. Medelci a, également, évoqué la situation en Syrie en soulignant que l'Algérie, qui fait partie du comité de la Ligue arabe chargé du suivi de la crise syrienne, a soutenu M. Kofi Annan, envoyé spécial conjoint de l'Onu et de la Ligue arabe sur la Syrie, et fera de même avec son successeur, Lakhdar Brahimi, en appuyant sa mission visant une "issue paci-

fique et rapide". Abordant le conflit israélo-palestinien, M. Medelci a indiqué que l'Algérie estime que le temps est venu pour que la Palestine soit pleinement représentée au sein de l'Onu, ajoutant que l'exercice du droit du peuple palestinien à la souveraineté et à l'autodétermination, est "la condition sine qua non d'une paix juste et durable au Moyen-Orient, empêchée par la politique d'occupation israélienne". A partir de la tribune de l'Onu, le ministre des Affaires étrangères a saisi l'occasion pour soulever aussi la question de l'islamophobie au sujet de laquelle il a souligné que "la stigmatisation de l'Islam et des musulmans heurte les droits de l'Homme".

Les événements tragiques provoqués par un film vidéo infâme, un de plus, à l'égard de l'islam et de son prophète, est condamnable à plus d'un titre. De la même manière, l'Algérie condamne les actes de violence perpétrés contre les personnels et les locaux diplomatiques, vecteurs des relations d'amitié et de coopération entre les peuples", a-t-il soutenu. Dans ce sens, il a fait savoir que l'Algérie propose le lancement d'une initiative, sous l'égide de l'Onu, chargée d'identifier les voies et moyens visant à prévenir et organiser la riposte "pour enrayer ces manifestations haineuses qui mettent en péril la paix et la sécurité internationale". **L. B.**

SELON LE CHEF DE L'AFRICOM

Les Etats-Unis pour une solution "politique et diplomatique"

Les Etats-Unis sont pour une solution "politique et diplomatique" à la crise qui secoue le nord du Mali depuis plusieurs mois, a indiqué, dimanche à Alger, le général Carter F. Ham, commandant en chef de l'Africom (commandement des forces armées américaines en Afrique).

"La seule alternative qui ne pourrait pas

exister, c'est la présence militaire américaine dans le nord du Mali", a affirmé le général Ham dans une conférence de presse qu'il a animée dimanche au siège de l'ambassade US à Alger. Il a ajouté que "l'un des aspects clés dans la résolution de la crise malienne, c'est de faire la distinction entre les groupes armés dans cette région et définir ceux qui sont ter-

roristes et ceux qui ne le sont pas".

Le général américain a, par la même occasion, salué la "présence très efficace" de l'Algérie, grâce notamment à l'aide humanitaire qu'elle ne cesse de fournir aux populations réfugiées dans la région.

Le général Carter Ham reçu par le Président Bouteflika

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a reçu dimanche à Alger le général Carter Ham, commandant en chef de l'Africom (commandement des forces armées américaines en Afrique).

L'entretien s'est déroulé à la résidence Djenane El Mufti en présence du ministre

délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Abdelmalek Guenaïzia, du ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel, et du général de corps d'armée, Ahmed Gaid Salah, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP). La visite du commandant en chef

de l'Africom à Alger s'inscrit dans le cadre des consultations régulières entre les deux pays et se tient à la veille de la session du dialogue stratégique Algérie-Etats-Unis qui aura lieu à Washington le 19 octobre prochain.

DÉVELOPPEMENT DU TISSU INDUSTRIEL ALGÉRIEN

"Une priorité pour les entreprises françaises", selon Chevènement

La sensibilisation des grandes entreprises françaises pour développer le tissu industriel algérien constitue "une priorité pour les relations algéro-françaises", a estimé, hier, à Alger Jean-Pierre Chevènement, sénateur et président de l'association France-Algérie.

"Pour l'association France-Algérie, le volet économique est bien évidemment important. Nous avons un groupe de travail sur ces questions, qui a pour mission de sensibiliser les grands donneurs d'ordre français à développer le tissu industriel et économique algérien. Je crois que c'est une vraie priorité", a déclaré M. Chevènement à l'issue d'une rencontre avec le ministre de l'Industrie, de la PME et de la promotion de l'investissement, Cherif Rahmani.

Concernant les grands projets d'investissements français en Algérie, et particulièrement le projet d'usine du constructeur automobile Renault, M. Chevènement a affiché son optimisme quant aux efforts réalisés jusqu'à présent pour le développement des relations économiques algéro-françaises, considérant que la coopération entre les deux pays "est une affaire à long terme".

"L'association France-Algérie est très attentive à tout ce qui peut approfondir et élargir la coopération bilatérale, qui est pour nous une affaire à long terme. Nous savons l'importance que peut avoir le dossier Renault pour l'Algérie, ainsi que d'autres projets tel que Sanofi (médicaments). Disons qu'il faut que les choses avancent", a-t-il souligné.

Les entretiens entre MM. Rahmani et Chevènement ont été axés également sur le renforcement de la coopération entre les deux pays dans le domaine de la formation et du développement humain. Invité par le ministre de la Culture, Khalida Toumi, M. Chevènement est en visite en Algérie pour participer à plusieurs activités culturelles. "Comme vous voyez, ça marche très bien entre la France et l'Algérie, contrairement à ce qu'on pourrait le croire", a-t-il dit. Pour lui, cet échange entre les deux pays, "fait dans la bonne humeur et de clin d'œil" prouve que "nous nous comprenons très bien".

De son côté, M. Rahmani a estimé que la rencontre avec "cet ami de l'Algérie", est une occasion pour obtenir ses conseils et "transmettre nos idées pour les concernés en France".

Cette visite s'inscrit également "dans le cadre du renforcement des relations entre les deux Présidents algérien et français pour consolider les liens de coopération entre les deux pays", a-t-il ajouté.

I. A.

ENLÈVEMENT D'UN BIJOUTIER À BATNA

L'otage libéré par les gendarmes

Un citoyen demeurant à El Hassi (Batna), s'est présenté à la brigade de Gendarmerie nationale de Tadjenanet, pour déclarer qu'à 17 h, étant en compagnie de son cousin (bijoutier), à bord de leur véhicule en stationnement au niveau du carrefour formé par la RN 75 et le CW 118, commune de Tadjenanet, lieu où ils avaient donné rendez-vous à des revendeurs de bijoux en or, ils ont été abordés par trois individus à bord d'un véhicule qui les ont dépossédés de la somme de trente (30) millions de centimes, pour ensuite enlever son cousin.

PAR LOTFI HADJI

A 22 h, il a été contacté par téléphone par les ravisseurs de son cousin enlevé, qui l'ont sommé de verser une rançon de trente (30) millions de centimes. Les recherches effectuées par les gendarmes de la brigade locale ont abouti à l'interpellation des trois (03) malfaiteurs à 23 h, à bord



Les gendarmes mènent une lutte sans pitié contre toute forme de banditisme.

du véhicule utilisé pour l'enlèvement (dépourvu des plaques minéralogiques) à hauteur de la cité du 11-Décembre, commune de Tadjenanet et à la libération de la personne kidnappée. La procédure est en cours. **L. H.**

ASSOCIATION DE MALFAITEURS À DJELFA

4 individus devant la justice à Messad

Les gendarmes de la brigade de Mouadjebar ont présenté devant le procureur de la République près le tribunal de Messaad, quatre (04) personnes, pour association de malfaiteurs, vol qualifié et recel, dont ont été victimes l'opérateur d'Algérie Télécom de

Mouadjebar et un entrepreneur. Trois d'entre elles ont été placées sous mandat de dépôt et la quatrième citée à comparaître à une audience ultérieure. Les investigations menées par les gendarmes de la brigade territoriale de Mouadjebar dans le cadre d'une enquête sur le

vol de deux (02) transformateurs électriques, un modem de l'opérateur d'Algérie Télécom de Mouadjebar de quatre (04) portes et trois (03) fenêtres du chantier d'un entrepreneur, ont abouti à l'interpellation des mis en cause et la récupération des objets volés.

CAMBRIOLAGE D'UN DOMICILE À CONSTANTINE

20 millions de centimes et des bijoux emportés

Un citoyen s'est présenté à la brigade de Gendarmerie nationale de Ouled Rahmoune, pour déclarer que son logement sis à la cité Ahmed-Mansour du chef-lieu de commune a été cambriolé durant son absence dans la

journée, et que les malfaiteurs se sont emparés de la somme de 20 millions de centimes, des bijoux de son épouse, de deux (02) caméscopes et de deux (02) téléphones cellulaires. Les investigations menées par les

gendarmes de ladite brigade ont abouti à l'arrestation des trois (03) auteurs présumés du vol (mineurs), et la récupération d'un caméscope qui était en possession de l'un d'entre eux. Une enquête est ouverte.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

19 morts en une seule journée

Dix-neuf personnes sont mortes et 109 autres blessées au cours de la journée de samedi passé, suite aux accidents routiers signalés dans 19 wilayas du pays, selon un bilan de la Gendarmerie nationale. En effet, durant la journée du 29 septembre 2012,

vingt sept (27) accidents de la circulation routière cinq (05) mortels et vingt-deux (22) corporels, ont été constatés par les unités de la Gendarmerie nationale à travers dix-neuf (19) wilayas du pays. Ils ont engendré le décès de dix-neuf (19) personnes, des

blessures diverses à cent neuf (109) autres, et des dégâts matériels importants à quarante trois (43) moyens de locomotion impliqués.

VOL DE BÉTAIL

150 ovins volés et abandonnés à El Bayadh

Un éleveur s'est présenté à la brigade de Gendarmerie nationale de Brezina pour déclarer le vol de ses cent cinquante (150) ovins. Les recherches entreprises par les

gendarmes de ladite brigade avec le concours des riverains ont abouti à la récupération du cheptel volé, qui a été abandonné par les malfaiteurs à un (01) mètre du lieu du méfait.

Les deux auteurs présumés identifiés, demeurent activement recherchés par les gendarmes de la brigade de Brezina.

IMMIGRATION CLANDESTINE

Trois Africains arrêtés à Adrar...

Les gendarmes de la brigade de Bordj Badji Mokhtar ont présenté devant le procureur de la République près le tribunal de Reggan, trois ressortissants africains pour immigration clandestine, détention et con-

sommation de stupéfiants et port d'arme prohibée.

Deux d'entre eux ont été placés sous mandat de dépôt et le troisième ressortissant a été appelé à comparaître à une audience

ultérieure. Ces derniers ont été interpellés le 27/09/2012, par les gendarmes de la brigade de Bordj Badji Mokhtar à la sortie est de la localité, en possession de cigarettes bourrées de kif et d'un poignard.

...dix Maliens à Djelfa...

Les gendarmes de la brigade de Djelfa ont présenté devant le procureur de la République près le tribunal local, deux Maliens pour immigration clandestine, faux et usage de faux de documents administratifs officiels et usurpation d'identité.

En effet, le 25 septembre dernier, les gendarmes de la section de sécurité et d'intervention de Djelfa, ont interpellé les mis en cause dans la commune de Djelfa, en possession de passeports et de cartes consulaires falsifiés. Par ailleurs, trois jours après, les gendarmes de la section de sécurité et d'intervention de

Djelfa, ont interpellé, à hauteur de la forêt El Medjebara, commune de Mouadjebar, huit immigrants clandestins africains.

Ils ont été remis à la brigade de Gendarmerie nationale de Mouadjebar pour enquête.

...et trois Marocain à Boughezoul

Les gendarmes de la brigade de Boughezoul, en service de police de la route

au carrefour formé par la RN.01 et le CW.40, ont interpellé trois (03) immigrants clandes-

tins marocains, qui voyageaient à bord d'un autocar. Une enquête est ouverte. **L. H.**

TRAFIC D'ARMES

Un fusil de chasse saisi à Taret

Les gendarmes de la brigade de Sidi Abderrahmane, en patrouille ont interpellé une personne à bord d'un véhicule en possession d'un (01) fusil de chasse artisanal détenu illégalement. Une enquête est ouverte.

SAISIES DE DROGUE

3 kg de kif à Maghnia

Les gendarmes de la brigade territoriale de Maghnia, en patrouille sur la RN 07A, ont récupéré, avant-hier, une motocyclette avec une sacoche contenant 3 kg 200 g de kif traité et huit (08) bouteilles de liqueur, tandis que son conducteur a pris la fuite à l'approche des éléments du dispositif. Une enquête est ouverte.

INTERPELLÉ À HASSI FEDOUL

Un commerçant appréhendé avec 90 faux billets de 1.000 DA

Agissant sur la base de renseignements, les gendarmes de la brigade de Hassi Fedoul, ont interpellé, avant-hier, à hauteur du marché hebdomadaire de la localité, un commerçant en possession de 90 faux billets de banque de 1.000 DA. Suite à cette affaire, les gendarmes ont ouvert une enquête afin de déterminer la provenance de ces faux billets.

LUTTE CONTRE LA CONTREBANDE

Plus d'une tonne de tabac à chiquer saisie à Kasr El Abtal...

Agissant sur renseignements et en vertu d'un mandat de perquisition, les gendarmes de la brigade de Kasr El Abtal, ont interpellé une personne et saisi à son domicile dans la commune de Kasr El Abtal, 10 quintaux et 60 kg de tabac à chiquer, destinés à la vente clandestine. Le procureur de la République près le tribunal de Aïn Oulmène informé, a prescrit l'ouverture d'une enquête, la remise en liberté du mis en cause après audition et la remise de la marchandise aux services des Domaines de Aïn Oulmène. Une enquête est ouverte.

...1.400 bouteilles de bière dans une maison...

Agissant sur renseignements et en vertu d'un mandat de perquisition, les gendarmes de la brigade de Taher renforcés par ceux de la section de sécurité et d'intervention du groupement, ont interpellé une personne et saisi à son domicile sis dans la commune de Taher, 1.354 bouteilles de bière, 72 bouteilles de vin et 55 autres de liqueur, destinées à la vente clandestine.

...4.000 l de carburant à la frontière Ouest...

Les garde-frontières de Boukanoune, El Djorf, Sidi Boudjenane, Chaib Rassou et Mohamed Salah (Tlemcen), ont récupéré lors de patrouilles sur la bande frontalière 3.990 litres de carburant, abandonnés par des contrebandiers.

...874 l à la frontière Est...

Les garde-frontières d'El Kouif (Tébessa), Bordj Boulares (El Tarf), Bourenane et les gendarmes de la brigade d'Ain Zana (Souk Ahras), ont récupéré lors d'une patrouille sur la bande frontalière, 874 litres de carburant, abandonnés par des contrebandiers.

...et pièces de rechange récupérées aux frontières Sud

Les garde-frontières d'In Guezam (Tamanrasset), en patrouille, ont interpellé deux (02) personnes qui transportaient à bord d'un (01) véhicule de marque Toyota Hilux, un lot de pièces de rechange d'occasion pour véhicules légers, en provenance de la contrebande. Les gendarmes de la brigade spéciale de surveillance Sud d'In Guezam ont ouvert une enquête. **L. H.**

"PLAST ALGER" ET "PRINTPACK ALGER" DONNENT RENDEZ-VOUS À CASABLANCA

Multiplication des contacts commerciaux

Les salons du plastique, caoutchouc et composites "Plast Alger 2012" et de l'impression "Printpack Alger" ont été clôturés au Palais des expositions de la Société algérienne des foires et exportations (Safex) des Pins Maritimes avec des perspectives réelles pour les différents participants de développer des formes de partenariat et de coopération commerciales.

PAR AMAR AOUIMER

Mais, les participants à ces deux événements concomitants ont examiné les opportunités de transfert de technologie et de savoir-faire tout en étudiant les possibilités de joint-ventures, sachant que des entreprises européennes, notamment allemandes, italiennes et autrichiennes ont proposé leur expertise aux sociétés algériennes.

A la prochaine édition prévue dans la capitale économique du Maroc, Casablanca, les entrepreneurs et industriels pourront peaufiner et promouvoir leurs échanges et leurs relations durant quatre jours afin d'optimiser leur partenariat.

En effet, l'édition de 2013, prévue du 19 au 22 juin, se fixe pour objectif d'instaurer des traditions durables de partenariat euro-méditerranéen.

« *Plast Alger et Printpack Alger se clôturent aujourd'hui. Exposants ainsi que visiteurs saisissent l'occasion de multiplier leurs contacts commerciaux* » affirment les organisateurs qui apprécient la qualité de tous les exposants, les participants des conférences et les visiteurs professionnels.

Le rendez-vous Plast expo 2013 à Casablanca pour le cinquième Salon international du plastique, caoutchouc, composites, emballage et conditionnement pour le Maroc et le Nord de l'Afrique sera riche en rencontres business to business et en réunions d'affaires avec pour option la production locale accrue et les exportations vers les pays partenaires.

L'exposant Glenn Takacs, responsable des ventes et manager du marketing à Solvay Benvic Europe estime que *"Plast Alger devient un rendez-vous incontournable. Nous espérons établir de nouveaux contacts pour de nouveaux investissements. Nous sommes installés en Algérie depuis 2009 et nous réalisons constamment le développement important du marché. De plus, la stabilité dont jouit l'Algérie sur le plan politique offre, en effet, une perspective très prometteuse pour un véritable essor économique."*

La cinquième édition de Plast expo du 19 au 22 juin 2013 à Casablanca prévoit plus de 2.800 visiteurs professionnels et 150 exposants.

Les promoteurs de cet événement soulignent



que sur toile de fond d'investissements massifs dans les secteurs marocains et africains de l'industrie, ainsi que d'une forte augmentation de la demande en produits plastiques et chimiques, la Fédération marocaine de plasturgie (FMP) en coopération avec la première agence de

communication événementielle au Maroc, Forum 7, et avec son partenaire Allemand, fairtrade, spécialiste de salons professionnels, organise le cinquième Salon plast expo 2013 avec comme crédo le développement du partenariat multilatéral.

A. A.

AGENCE DES VILLES ET TERRITOIRES MÉDITERRANÉENS DURABLES

Les experts tablent sur une gouvernance méditerranéenne décentralisée

PAR RIAD EL HADI

Le développement durable et la protection de l'environnement et des villes, ainsi que la bonne gouvernance méditerranéenne sont les objectifs à atteindre par les pays méditerranéens.

La signature, le 21 octobre 2011 à Marseille, d'une convention constitutive du groupement d'intérêt public "Agence française des villes et territoires méditerranéens durables" ouvre le champ à la création de cette agence qui s'inscrit dans le processus de Barcelone - Union pour la Méditerranée. Elle ne restera d'ailleurs pas française et épousera rapidement une dimension. *"Il existe un vrai problème de gouvernance au sud de la Méditerranée. Ces pays possèdent des élites, mais l'organisation administrative des pouvoirs, la gestion des chantiers pèchent. Il faudrait qu'ils puissent recourir à une assistance, un échange d'expertises, pour un maximum d'efficacité sur les projets structurants. Henry Roux-Alezais, président de l'Institut de la Méditerranée, résume l'objectif de la future Agence française des villes et territoires méditerranéens durables.*

"La France bénéficie d'une forte expertise dans ces mécanismes complexes. Elle sait les mettre en oeuvre dans le cadre de la décentralisation" renchérit Jean-Claude Tourret, délégué général de l'Institut de la Méditerranée. Et de citer trois exemples : le Grand Paris, les contrats État-Région et la politique de la ville.

L'Institut de la Méditerranée se trouve en première ligne sur ce projet. Il a su mobiliser non seulement l'État, via la

Datar, mais aussi la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Conseil général du Var, la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, la communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée, la ville de Marseille et l'établissement public Euroméditerranée. Participent également à ce projet, la Caisse des Dépôts et Consignations française, l'Agence Française de Développement (AFD), la CCI Marseille Provence, la Fondation Sophia Antipolis, l'association pour la fondation Jean Nouvel, l'Interpôle Solutions durables pour villes côtières et la fondation méditerranéenne d'études stratégiques.

Formation, coopération et capitalisation

"L'agence va canaliser le meilleur de la compétence française, elle sera la pompe

aspirante de toute coopération opérationnelle sur les pays méditerranéens" affirme Henry Roux-Alezais. Déjà l'Algérie a donné son accord pour travailler avec elle à travers son Agence nationale d'aménagement du territoire. L'Agence française des villes et territoires méditerranéens durables s'appuiera sur trois composantes : la formation, la coopération et la capitalisation.

Avec d'abord, la création, dès 2012, d'un programme (IHEDAT Med) à Marseille avec les élites méditerranéennes sur le modèle de celui dispensé par l'Institut des Hautes Études d'Aménagement du territoire à Paris. Il assurera une formation de haut niveau pour les cadres dirigeants.

Ensuite, la coopération. *"Avec les pays du Sud, elle est principalement technique et concerne l'eau, l'urbanisme, les déchets..."*

il existe peu de coopération institutionnelle autour des grands projets structurants avec des compétences transverses et territoriales. C'est dans ce champ que nous voulons investir. Nous ne sommes pas dans le technique mais bien dans le traitement de la gouvernance : toute l'horlogerie administrative et politique" insiste Henry Roux-Alezais.

Enfin, la capitalisation consistera à réfléchir ensemble avec les pays du sud sur ce qu'est une ville moderne au XXIème siècle. L'agence, qui attend encore un arrêté ministériel pour exister, disposera d'un budget de fonctionnement de 600 à 700.000 euros par an dans un premier temps. Basée à Marseille, elle devrait être opérationnelle dès le premier trimestre 2012.

R. E.

CENTRE DE HAUTES ÉTUDES AGRONOMIQUES MÉDITERRANÉENNES

L'Algérie accueillera en 2014 la 10^e Conférence des pays membres

L'Algérie accueillera en 2014 la dixième Conférence des 13 pays membres du Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (Ciheam), a indiqué le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Rachid Benaïssa.

S'exprimant en marge des festivités officielles de célébration de la Journée nationale de la vulgarisation agricole, Benaïssa a indiqué que le choix de l'Algérie, membre du Ciheam depuis 1986, pour l'accueil de cette réunion a été décidé au cours de la 9^e réunion

de cette organisation gouvernementale internationale tenue à Malte du 26 au 28 septembre courant sous le slogan *"La sécurité alimentaire et la volatilité des prix"*.

Le ministre a également évoqué les questions débattues par les ministres de l'Agriculture des pays membres du Ciheam axées, notamment, sur les efforts communs pour faire face aux défis liés à la sécurité alimentaire et à la hausse des prix des produits alimentaires dans les pays méditerranéens. Le Ciheam réalise grâce aux experts des pays membres

et ceux d'autres organisations internationales, des études sur la sécurité alimentaire en Méditerranée qui revêtent, a indiqué le ministre, une grande importance dans l'élaboration des plans de développement.

Créé en 1962, le Ciheam est composé de 13 pays, en l'occurrence l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, l'Égypte, le Liban, Malte, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Italie, le Portugal, la Turquie et l'Albanie.

R. E.

OUM EL-BOUAGHI,
HABITAT RURAL

Réalisation de 33 lotissements ruraux

Trente-trois lotissements ruraux seront "prochainement" créés dans la wilaya d'Oum El-Bouaghi, a-t-on appris samedi auprès de la Direction de l'urbanisme et de la construction (DUC).

Ces nouvelles zones aménagées, dont chacune d'elles abritera entre 25 et 50 habitations, viendront améliorer les conditions de vie des agriculteurs des régions concernées et lutter contre l'exode rural, a précisé la même source.

Les études relatives à la concrétisation de ces projets qui sont en voie d'achèvement ont nécessité la mise en place d'une enveloppe financière de 6 millions de dinars, a-t-on précisé.

Pas moins de 1.002 agriculteurs de la wilaya bénéficieront de cette opération inscrite au titre de l'exercice 2012 en faveur de 16 communes sur les 29 de la wilaya d'Oum El-Bouaghi, a-t-on ajouté à la DUC.

Des mesures relatives au raccordement de ces lotissements aux réseaux d'eau potable et d'assainissement, ainsi qu'à la réalisation des travaux de voirie (chaussées et trottoirs) ont été prises dans le cadre de la réalisation de ce projet, a-t-on noté.

RELIZANE

Un centre universitaire de 9.000 places

Le centre universitaire de Relizane s'est doté au titre de l'année universitaire 2012-2013 de plusieurs structures pédagogiques, a indiqué le chargé de l'information de cet établissement supérieur.

Selon la même source, près de 1.000 places pédagogiques ont été réalisées récemment s'ajoutant aux 2.000 livrées au cours du premier semestre 2012 et amenant la capacité d'accueil de ce centre universitaire à 9.000 places.

Il est prévu l'ouverture, au cours du mois d'octobre prochain, de deux nouveaux laboratoires, l'un pour les sciences naturelles et l'autre pour les sciences techniques ainsi qu'une bibliothèque centrale d'une capacité de 500 places, a-t-on ajouté de même source.

Sur le plan de l'encadrement, le centre universitaire sera renforcé, au titre de cette rentrée universitaire, de 50 enseignants dans les spécialités des sciences sociales, naturelles et techniques. Le nombre des enseignants dépassera ainsi 260 tous grades confondus.

Cette rentrée universitaire sera marquée par l'ouverture de deux nouvelles spécialités des sciences de la matière et des mathématiques et l'informatique.

Quelque 9.600 étudiants, dont 2.773 nouveaux, suivront cette année des études dans différentes spécialités dans ce centre, opérationnel depuis 2009.

APS

BATNA, FILIÈRE AVICOLE

Un groupement régional d'intérêt commun

Un groupement régional d'intérêt commun sera créé prochainement par les aviculteurs de huit wilayas de l'est du pays, a indiqué, samedi dernier, le directeur des services agricoles (DSA) de la wilaya de Batna.

PAR BOUZIANE MEHDI

Le siège du groupement sera installé dans les locaux de l'abattoir avicole situé à la zone industrielle de la cité Kechida, a souligné Mohamed-Lamine Grabsi, qui a précisé que ce projet avait été décidé lors d'une récente réunion de la Chambre de l'agriculture de Batna avec les représentants de la coopérative avicole de la wilaya, les abattoirs avicoles publics et privés, les professionnels des aliments de l'aviculture, les vétérinaires et les chambres de l'agriculture de huit wilayas de région, en l'occurrence Batna, Tébessa, Khenchela, Oum El-Bouaghi, Biskra, El-Oued, Ouargla et Illizi.

Ce groupement, qui entre dans le cadre de la politique initiée par le ministère de l'Agriculture en vue de relancer la filière, devra faire face, notamment, à la hausse des cours mondiaux du soja et du maïs, aliments de base des poulaillers, a encore précisé M. Grabsi, rapporte l'APS. Le Conseil national interprofessionnel de la filière avicole est sollicité pour mettre en place des groupements économiques régionaux, ainsi qu'il a été décidé à l'issue



d'une série de réunions organisées au ministère de l'Agriculture et du Développement rural. Des réunions lors desquelles il a été recommandé la réalisation d'une charte faisant obligation aux opérateurs concernés d'adhérer à la politique nationale de promotion de la filière avicole, alors que les pouvoirs publics multiplient les formes de soutien à cette filière. L'enjeu économique visé à travers la mise en place de ces groupements régionaux est de renforcer tous les maillons qui composent la filière

avicole, a souligné M. Grabsi. Une commission installée pour mettre en place les règlements de ce groupement régional bénéficiera de l'aide des responsables locaux du secteur de l'agriculture, a-t-il indiqué.

La wilaya de Batna occupe la première place à l'échelle nationale dans la production d'œufs et la seconde dans la production des viandes blanches, a rappelé le même responsable.

B. M.

MÉDÉA, CONTRE LES CRUES HIVERNALES

Des travaux de protection au profit de nombreuses localités



Des travaux de protection contre les crues pouvant avoir lieu en hiver sont en cours et d'autres en phase de lancement à travers de nombreuses localités de la wilaya de Médéa confrontées à des risques "potentiels" d'inondation, a-t-on appris auprès de la Direction locale de

l'hydraulique. Plus d'une dizaine d'agglomérations urbaines, situées en majorité dans la partie centre-est et sud de la wilaya, sont concernées par ces travaux de protection, a-t-on indiqué de même source, citant le cas des agglomérations de Tlatet-Douaïrs, Robeïâ, Bir Benabed, Djouab,

Ouled Deid, Zoubiria et Seghouane, vulnérables sur le plan des risques d'inondation en raison de leur proximité des principaux cours d'eau qui traversent ces régions. En vue d'éviter la réédition des inondations qui se sont produites par le passé au niveau de ces localités, des travaux de gabionnage et de surélévation des berges des oueds, situés en aval de ces agglomérations urbaines, seront exécutés dans le cadre du plan de protection contre les crues initié par la Direction de l'hydraulique, a-t-on ajouté.

Ce plan de protection prévoit également la réalisation de canalisations en béton armé le long des berges des cours d'eau qui passent à l'intérieur de certaines agglomérations urbaines, exposées le plus aux crues hivernales, a-t-on noté de même source.

Des aménagements en mesure de canaliser les eaux pluviales et d'empêcher leur débordement vers les zones habitées seront réalisées au niveau de ces agglomérations, en supplément des travaux de confortement et de fixation des berges qui vont être entamés sur place, a-t-on ajouté.

APS

CONSTANTINE, AMÉLIORATION DE L'ACCUEIL DES MALADES

L'humanisme souligné

Organisée par l'association Erissala d'aide aux malades et pour la protection de l'environnement hospitalier, une table ronde s'est tenue à Constantine autour du thème sur l'amélioration des conditions d'accueil en milieu hospitalier.

PAR BOUZIANE MEHDI

Pour les participants, ils ont estimé qu'il s'agissait d'une "responsabilité collective". Intervenant au cours de cette table ronde, le directeur général du Centre hospitalo-universitaire (CHU) de Constantine, le Pr Abdelhamid Oubira, a souligné "l'apport de tout un chacun pour humaniser les conditions d'accueil du patient et améliorer sa prise en charge dans les structures de santé publique".

Ces établissements, "quotidiennement confrontés à une très forte demande", comme cela est le cas du CHU sollicité par les citoyens des 17 wilayas de l'est et du sud-est du pays, "ne peuvent en aucun cas résoudre, à eux seuls, l'épineux problème de l'accueil, d'où la nécessité d'une contribution collective pour humaniser davantage les rapports entre les professionnels de la santé et le malade", a-t-il précisé. Il a invité, à ce sujet, le corps médical et paramédical, le collectif des travailleurs concernés, les patients, la société



civile et les pouvoirs publics de fournir, "chacun de son côté", davantage d'efforts pour mieux accueillir les patients et leur assurer une prise en charge de qualité et des soins réguliers dans un environnement adapté aux exigences thérapeutiques.

"Le CHU de Constantine ne peut plus répondre convenablement, dans l'état actuel des choses, à une demande de plus en plus forte émanant de plusieurs wilayas de l'Algérie profonde", a affirmé, de son côté, le Pr Rachid Djenane, président du Conseil de l'ordre des médecins de la région de Constantine.

"L'éthique médicale exige une extension des structures d'accueil, mais aussi une conscience professionnelle à toute épreuve de la part du médecin traitant et des person-

nels paramédicaux, ainsi qu'une assiduité sans failles", a précisé le même responsable qui exerce la fonction de médecin chef de service des grands brûlés au CHU de Constantine.

De son côté, Aziz Kaâbouche, président de l'association des psychologues de la wilaya, a souligné "l'importance du comportement du patient et du médecin dans l'amélioration de l'accueil".

Pour ce praticien, quels que soient les états d'âme du patient qui, ne l'oublions pas, lutte contre une maladie, le médecin, l'infirmier et même le préposé à l'accueil doivent s'adapter, savoir communiquer et faire preuve d'humanisme en sachant gérer leur propre stress et celui des malades.

B. M.

GHARDAÏA, TOURISME

Plusieurs projets d'investissements touristiques prévus



Les travaux de 17 projets touristiques, sous forme d'unités d'hébergement et d'accueil d'une capacité de 1.300 lits, seront lancés prochainement dans la wilaya de Ghardaïa pour un investissement global de 10 milliards de dinars, a-t-on appris du directeur local chargé de la promotion des investissements.

Ces projets sont approuvés par le comité d'assistance à la localisation et à la promotion de l'investissement et la régulation foncière (Calpiref), situés pour la plupart dans la zone d'expansion touristique (ZET) de Zelfana (localité thermale à 70 km au nord-est de Ghardaïa), ainsi que dans la vallée du M'Zab et à El-Ménéa, sur une superficie cumulée de près de 50 hectares, a signalé M. Abdelkrim Miloudi. Une fois opérationnels, ces projets créeront quelque 700 emplois permanents

dans le secteur du tourisme et généreront des centaines d'emplois indirects, dont celui des services, a-t-il ajouté.

Dans le but d'encourager les investissements touristiques, des réserves foncières de plusieurs hectares susceptibles de recevoir des infrastructures touristiques et hôtelières au niveau des ZET de Zelfana et de Guerrara ont été aménagées au cours de ces dernières années, a-t-il fait savoir.

"Trois projets à vocation touristique, d'une capacité d'une centaine de chambres et bungalows, sont en cours de réalisation au niveau de la station thermale de Zelfana, à l'initiative d'investisseurs professionnels nationaux", a indiqué, pour sa part, le chef de la daïra de Zelfana.

Destination de renommée nationale et internationale, la région de Ghardaïa jouit d'un potentiel touristique considérable qui

s'appuie sur son patrimoine culturel et architectural ainsi que sur ses paysages variés et désertiques offrant des lieux de détente, de dépaysement, de fascination et un milieu favorable de tourisme écologique et culturel.

La wilaya de Ghardaïa regorge d'importants sites naturels, historiques et naturels faisant d'elle une région mythique et accueillante, ce qui lui confère une place primordiale dans la stratégie de développement d'un tourisme durable répondant aux attentes économiques de la population et aux exigences de la protection de l'environnement et de ses us et coutumes.

Cette région renferme, outre un patrimoine universel classé par l'Unesco, notamment les ksour (villes fortifiées) témoins d'une architecture atypique très étudiée par ses premiers bâtisseurs dont se sont inspirés de nombreux architectes et urbanistes de renom, un système traditionnel hydraulique rarissime qui permet d'irriguer les palmeraies situées dans la vallée du M'Zab.

Elle recèle également de nombreux sites attractifs tels les palmeraies, les monuments funéraires, des gravures rupestres, des vestiges historiques et religieux, dans la vallée du M'Zab et à El-Ménéa, ainsi que des thermes à Zelfana et Guerrara, et un immense cordon dunaire au sud du chef-lieu de wilaya, ont affirmé ses responsables.

APS

EL-BAYADH

Réception de structures culturelles avant la fin de l'année

Le secteur de la Culture de la wilaya d'El-Bayadh réceptionnera avant la fin de l'année une série de structures susceptibles d'impulser l'action culturelle dans la région, a-t-on appris auprès de la Direction locale du secteur.

Les responsables du secteur font état, à ce titre, de la réception avant la fin de l'année en cours d'une bibliothèque de wilaya, un projet doté d'une enveloppe de 120 millions DA. Ils ont également signalé l'achèvement des travaux de cinq bibliothèques communales à Bougtob, Brezina, Roggasa, Chellala et Bouâlem, réalisés dans le cadre du programme de développement des Hauts-Plateaux de 2008. Une enveloppe de 250 millions de dinars a été consentie pour l'équipement de ces structures en moyens nécessaires à leurs activités, a-t-on ajouté. Le secteur vient, par ailleurs, d'inscrire une étude concernant la réalisation d'un nouveau siège de la Direction de la culture et de proposer à l'inscription des projets une maison de la Culture et un musée régional, a-t-on fait savoir à la Direction de la culture.

BÉCHAR, TOURISME SAHARIEN

Journée d'information sur les mesures incitatives

Une journée d'information sur les différentes mesures incitatives à l'investissement dans le domaine du tourisme saharien a été organisée samedi dernier dans la commune d'El-Ouata (271 km au sud de Béchar). Initiée à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale du tourisme, cette rencontre a été marquée par plusieurs activités, dont des expositions sur les différentes potentialités touristiques et naturelles que décèle la wilaya de Béchar, notamment à travers les communes de Mougheul, Lahmar, Boukaïs, Taghit, Béni-Abbès, Igli et El-Ouata. Des expositions consacrées également à l'artisanat et métiers traditionnels de la région ont été montées à cette occasion ainsi que d'autres dédiées à la poterie de la localité d'El-Bayadh, à la vannerie de Béni-Abbès et à la fabrication d'instruments musicaux traditionnels par les artisans de Taghit et qui ont retenu l'attention des visiteurs. La Direction du tourisme et de l'artisanat, organisatrice de cette manifestation, avec la contribution des offices communaux du tourisme et de la direction de l'hôtel Rym de Béni-Abbès, a aussi installé un stand pour faire connaître les différentes mesures incitatives à l'investissement dans le secteur. Ces mesures proposées par l'Etat prévoient des abattements de l'ordre de 80% sur le prix du foncier destiné à la réalisation de projets touristiques dans la région, des bonifications de 4% sur le taux d'intérêt sur les prêts bancaires destinés au financement de projets touristiques, outre d'autres avantages fiscaux, parafiscaux et sociaux, a indiqué un responsable de la direction du tourisme. Une course de méharis, des exhibitions de ski sur sable, des démonstrations de collecte traditionnelle de dattes, ainsi qu'une excursion vers les oasis de la commune d'El-Ouata sont aussi au programme de cette manifestation, qui a débuté vendredi par une soirée consacrée à la poésie populaire "el-melhoun".

APS

SYRIE

Plusieurs quartiers d'Alep bombardés par l'armée

L'armée syrienne bombardait dimanche plusieurs quartiers de la ville d'Alep au nord de la Syrie, théâtre samedi de violents combats entre rebelles et forces du régime, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

De violents affrontements ont opposé durant la nuit l'armée régulière aux rebelles près de l'aéroport militaire d'al-Nairab à Alep, où deux hélicoptères ont été endommagés par des obus de mortier, selon l'OSDH.

L'armée régulière bombardait plusieurs quartiers de la ville pour déloger les groupes armés, faisant au moins trois morts, deux civils et un rebelle, alors que plusieurs habitations ont été détruites.

Dans la province de Damas, l'armée syrienne a lancé une opération à Harasta, avec un appui de l'aviation, et mené des perquisitions avec l'arrestation de nombreux habitants à Zabadani, a précisé l'OSDH. Ailleurs dans le pays, des localités dans les régions de Deraa (Sud), Idleb (Nord-ouest) et Hama (Centre) ont été la cible également avant l'aube de bombardements intensifs à l'artillerie lourde de l'armée. Selon l'OSDH, les violences ont fait 118 morts samedi à travers le pays, 48 civils, 41 soldats et 29 rebelles.

EGYPTE, ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

Des membres des partis libéraux et de gauche se retirent

Plusieurs membres des partis libéraux et de gauche égyptiens ont décidé samedi de se retirer de l'Assemblée constituante en raison des dysfonctionnements ayant entaché le processus de formation de cette instance. Dans un communiqué, les protestataires indiquent avoir pris cette décision "suite à l'absence d'importants concepts concernant le citoyen égyptien et qui garantissent les libertés fondamentales et ses droits à un travail décent, aux soins et à l'égalité des chances". Plusieurs textes élaborés dans le cadre de cette Constitution vont à l'encontre des normes et chartes internationales en matière de garantie des libertés publiques et personnelles et des droits, ont-ils précisé. Ils ont appelé l'ensemble des représentants des forces nationales démocratiques à se retirer immédiatement de cette instance dans l'objectif d'aboutir à la mise en place d'une nouvelle Assemblée constituante répondant aux aspirations du peuple égyptien et aux revendications de la révolution égyptienne, notamment celles se rapportant à la liberté, la démocratie et à l'équité sociale.

Parmi les personnalités s'étant retirées de l'Assemblée figurent le candidat malheureux à l'élection présidentielle et fondateur du "courant populaire", le nassérien Hamdin Sabbahi, le fondateur du parti Addoustour, Mohamed Baradei, l'activiste politique Amr Hamzaoui, le journaliste Hossein Abdelghani et le réalisateur Khaled Youssef.

APS

BANGLADESH, APRÈS LA PUBLICATION D'UNE PHOTO JUGÉE OFFENSANTE SUR FACEBOOK

Des milliers de musulmans incendient des temples bouddhistes

Des milliers de musulmans ont incendié des temples bouddhistes et des maisons dans le sud-est du Bangladesh, dimanche, après la publication sur Facebook d'une photo jugée offensante à leur égard, des violences rares contre la communauté bouddhiste du pays.

Une foule de 25.000 personnes a mis le feu à au moins cinq temples bouddhistes et des dizaines de maisons dans la ville de Ramu et ses villages environnants, à environ 350 kilomètres de la capitale Dacca, a déclaré à l'AFP le responsable du district, Joinul Bari.

Les émeutiers affirment qu'un homme de confession bouddhiste vivant dans la région a publié sur Facebook une photo insultant le Coran, selon lui.

"Ils sont devenus incontrôlables et ont attaqué des maisons bouddhistes, incendié et vandalisé leurs temples de minuit à dimanche matin", a-t-il expliqué.

"Au moins cent maisons ont été endommagées. Nous avons appelé l'armée et les garde-frontières pour mettre fin à la violence", a-t-il ajouté.

Les autorités ont provisoirement interdit tout rassemblement public afin de prévenir de nouveaux incidents. Il n'était pas immédiatement possible de savoir si les violences avaient fait des victimes ni si des assaillants avaient été arrêtés.

Le ministre de l'Intérieur et le chef de la police nationale sont arrivés sur place



dimanche. Un officier de police, Rumia Khatun, a raconté qu'environ "25.000 musulmans scandant Dieu est grand" ont d'abord attaqué un quartier bouddhiste de Ramu, incendiant des temples centenaires, avant d'attaquer des villages à majorité bouddhiste à l'extérieur de la ville.

Les émeutiers ont laissé un paysage de désolation derrière eux, selon des témoins. "J'ai vu 11 temples en bois, deux vieux de 300 ans, incendiés par la foule. Ils ont pillé des objets précieux et des statues de Bouddha dans les temples. Des magasins appartenant à des bouddhistes ont été aussi pillés", a relaté Sunil Barua, rapporte l'agence française de presse.

Selon ce journaliste local de confession bouddhiste, 15 villages bouddhistes ont été attaqués et plus de 100 maisons ont été pillées et vandalisées. "Les villages semblent avoir été frappés par un puissant

cyclone", a-t-il dit à l'AFP, joint par téléphone.

Quelque 90% des 153 millions habitants du Bangladesh sont musulmans. Les bouddhistes représentent moins de 1% de la population et vivent pour l'essentiel dans les districts du sud-est, près de la frontière avec la Birmanie majoritairement bouddhiste.

Le Bangladesh a connu des violences meurtrières entre ses communautés musulmanes et hindoues par le passé, mais les violences sectaires impliquant des bouddhistes sont rares.

Ces dernières semaines, des dizaines de milliers de musulmans sont descendus dans la rue au Bangladesh pour protester contre un film américain islamophobe qui a provoqué de violentes manifestations dans le monde musulman.

R. I./Agence

BIRMANIE, SI LE PEUPLE LE DÉSIRE

San Suu Kyi pourrait succéder à Thein Sein

Le président birman Thein Sein a indiqué qu'il ne s'opposerait pas à ce qu'Aung San Suu Kyi lui succède si le peuple le souhaitait, tout en relevant qu'il n'avait pas le pouvoir de changer seul la Constitution pour permettre à l'opposante d'accéder au poste suprême.

"Cela dépend du peuple. Si le peuple accepte (Suu Kyi), je devrai l'accepter. (...) Nous travaillons ensemble maintenant, il n'y a pas de problème entre nous", a déclaré le chef de l'Etat dans une interview à la BBC dimanche.

Le parti de la chef de file de l'opposition, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), est donné favori pour les élections législatives de 2015, après avoir raflé 43 des 44 sièges qu'il a brigués lors des partielles d'avril dernier. Mais Suu Kyi est la veuve d'un Britannique et la mère de deux enfants britanniques ce qui, en vertu de la Constitution de 2008, l'empêche de prétendre à la présidence.

Thein Sein a donc précisé qu'il n'avait pas le pouvoir, seul, de décider de modifier la Constitution et s'en est remis au Parlement. "Amender la Constitution ne peut être fait par moi seul", a-t-il déclaré. "Les parlementaires et le peuple doivent soutenir" une éventuelle réforme.

Il a aussi souligné que l'armée, qui dispose d'office d'un quart des sièges au Parlement et qui a dirigé le pays pendant un demi-siècle, jusqu'en avril 2011, conserverait un rôle important dans le pays. "La Constitution définit clairement la responsabilité de l'armée", a-t-il relevé. "Nous ne pouvons exclure l'armée de la politique."

Selon un porte-parole de la LND, le parti "salue chaleureusement" les déclarations du président Thein Sein et assure vouloir également ancrer la légitimité présidentielle dans la Constitution.

"Si telle est la position réelle du président (Thein Sein), nous devons amender certains points de la Constitution", a

souligné Ohn Kyaing à l'AFP.

Concernant le rôle de l'armée, le porte-parole a rappelé que l'ancien ministre de la Défense, Hla Min, avait déjà laissé entrevoir une réduction de sa représentation au Parlement "le moment venu".

Le président Thein Sein avait rendu cette semaine un hommage marqué à la prix Nobel de la paix devant les Nations unies, saluant "ses efforts en faveur de la démocratie".

"Elle était dans l'opposition mais maintenant c'est une collègue", a-t-il insisté dimanche. "Nous travaillons tous pour le pays".

Le chef de l'Etat a convaincu la communauté internationale de sa sincérité en multipliant les réformes depuis un an et demi, notamment en libérant des centaines de prisonniers politiques et en permettant à Suu Kyi de réintégrer le jeu politique légal.

Il a obtenu la suspension ou la levée de la plupart des sanctions occidentales.

R. I./Agence

PLACEMENT DES RÉSERVES DE CHANGES

L'Algérie répondra favorablement au FMI



C'est au cours de ce mois que l'Algérie rendra sa réponse au Fonds monétaire international concernant sa demande faite au gouvernement de contribuer à l'augmentation de ses ressources afin d'aider les pays en crise. L'Algérie pourrait donner une réponse favorable à la requête du FMI, a laissé entendre le ministre des Finances Karim Djoudi. Selon certaines sources, la réponse de l'Algérie sera positive, vu la position financière du FMI sur la scène internationale et vu la politique prudentielle du pays.

Page 12



STABILITÉ FINANCIÈRE DANS LE MONDE

Une situation loin d'être satisfaisante pour le FMI

Cinq ans après le début de la crise, la situation du système financier mondial n'est toujours pas satisfaisante, indique le Fonds monétaire international (FMI) dans un nouveau rapport sur la stabilité financière dans le monde.

Page 13

MIDI LIBRE N° 1688 Lundi 1^{er} octobre 2012

PLACEMENT DES RÉSERVES DE CHANGES

L'Algérie répondra favorablement au FMI

C'est au cours de ce mois que l'Algérie rendra sa réponse au Fonds monétaire international concernant sa demande faite au gouvernement de contribuer à l'augmentation de ses ressources afin d'aider les pays en crise. L'Algérie pourrait donner une réponse favorable à la requête du FMI, a laissé entendre le ministre des Finances, Karim Djoudi. Selon certaines sources, la réponse de l'Algérie sera positive, vu la position financière du FMI sur la scène internationale et vu la politique prudentielle du pays.

PAR TASSAËDITE LEFKIR

L'Algérie a tout intérêt à donner une réponse favorable au FMI, et elle le fera parce que c'est une bonne occasion pour soigner son image sur le plan international. Il y a aussi que le FMI se porte bien, donc c'est un bon placement», nous a affirmé notre source.

En matière de placement, le ministre des Finances a bien clarifié la politique du pays en matière de placement financier. «A l'heure actuelle, nous sommes dans une logique de fonds souverains, mais investir nos fonds en devises sur des parts de sociétés n'est pas notre choix de gestion», a déclaré Djoudi. Mais ce que les argentiers du pays omettent de révéler c'est que les placements dans ces fonds ne rapportent que 2% seulement d'intérêt. Alors que l'utilisation d'une partie des réserves de change dans la création d'un fonds souverain, pourraient donner un rendement de 15% à 30%, voire un minimum de 7%, selon les experts.

Actuellement les réserves de changes du pays sont placées de deux manières prudentes. La Banque centrale place 70% de cet argent en titre souverain, c'est-à-dire en bons de Trésor américains, japonais, britanniques et européens qui sont pour la plupart cotés AAA (placements très sûrs) avec des durées qui sont plus ou moins longues. Le second placement s'effectue via les dépôts de la Banque centrale sur le marché bancaire et interbancaire. L'argent est déposé par la Banque centrale auprès de banques internationales qui disposent de références très élevées. Cet argent est composé de 45% de dollars américains,



45% d'euros, 10% de yens et 10% de livres sterling. Durant les cinq dernières années la Banque d'Algérie a acheté des euros au moment où leur cours était bas. Ce qui explique aujourd'hui la part plus importante de l'euro dans la composition des réserves de change.

Pourquoi les fonds souverains ?

L'intérêt des fonds souverains est de fructifier une partie des réserves en devises, faisant gagner plus d'argent à l'État par des placements au rendement élevé, au profit des générations futures.

Cet instrument pourrait servir également de levier au transfert technologique. Les États africains producteurs d'hydrocarbures essayent de gérer avec efficacité les ressources issues de la vente des hydrocarbures. Certains optent pour la création de fonds souverains pour placer les recettes. Les fonds souverains sont actuellement des acteurs majeurs du système financier international. Leur progression fulgurante à partir de la décennie 2000 s'accompagne non seulement de l'accroissement de leur

influence mais aussi d'une méfiance à leur égard. De cinq fonds souverains en 1970, on en compte aujourd'hui plus d'une centaine qui gèrent les excédents commerciaux ou budgétaires des États. La plupart de ces fonds ont surgi à la faveur de l'envolée des cours des hydrocarbures. La quasi-totalité des pays producteurs de pétrole disposent d'un fonds souverain. La création ou le désir de création de fonds souverains pétroliers par les États africains, s'inscrit alors dans une large tendance, qui voit la prolifération de ces fonds. L'intérêt de ces fonds en principe est qu'ils permettent de dépasser les objectifs de stabilité des recettes budgétaires, généralement assignés aux revenus des hydrocarbures. Par «l'exportation» des revenus, ces véhicules de financement contribuent mieux que l'aide internationale à la prospérité économique des nations. Ces fonds assurent ainsi un rôle d'épargne par la conversion des ressources non renouvelables en actifs financiers. C'est du reste ce que laisse penser l'expérience de ces fonds dans les démocraties occidentales. Mais il faut aussi noter que certains fonds souverains dont les gestions sont opaques connaissent des dysfonctionnements qui font naître le discrédit et la méfiance à leur égard. Cette opacité fait craindre des agendas politiques cachés. La conséquence est la montée du protectionnisme au sein des États récepteurs de ces fonds. Selon les experts la gestion de certains fonds ne répond à aucune règle stable s'agissant du dépôt ou du retrait des avoirs. La gestion est ainsi laissée à la discrétion des autorités.

T. L.

CLASSEMENT DES PAYS EN MATIÈRE DE RÉSERVES EN OR

L'Algérie au 24^e rang mondial

L'Algérie est classée à la 24^e place en matière de montant d'or détenu au mois de septembre 2012. Parmi les pays les plus lotis, beaucoup possèdent un fonds souverain contrairement à l'Algérie. Les États-Unis arrivent en premier avec plus de 8.000 tonnes de stock d'or, loin derrière, nous avons l'Allemagne avec un peu moins de 3.400 tonnes.

Puis le FMI, l'Italie, la France et la Chine. Ce classement permet de constater que les pays avec les plus grandes réserves d'or ne sont pas forcément ceux qui ont un fonds d'état important. La preuve avec l'Arabie saoudite qui se situe à la seizième place du classement des pays par réserves d'or tandis que son fonds souverain est le deuxième le plus important au

monde. On peut aussi remarquer que le fonds d'état des États-Unis, l'Alaska Permanent Reserve Fund, n'arrive seulement qu'à la 18^{ème} place du Classement des Fonds Souverains, alors que ce pays a le plus gros stock d'or au monde. Tout comme le fonds singapourien qui est l'un des plus importants, mais dont le stock d'or est peu conséquent.

L'espace francophone génère 688,4 milliards de dollars d'échange entre les 75 pays membres

L'organisation internationale de la Francophonie indique que les échanges commerciaux entre les 75 pays et gouvernements membres se sont élevés à près de 688,4 milliards de dollars en 2011. 12,6 % de la population mondiale est francophone et 13 % du Produit intérieur brut mondial est généré dans cet espace. Le XIV^e Sommet de la francophonie qui se tiendra à

Kinshasa du 12 au 14 octobre 2012 abordera le positionnement économique et environnemental de la Francophonie, vu la nouvelle gouvernance internationale. Forte d'une population de plus de 890 millions d'habitants et de 220 millions de locuteurs de français de par le monde, l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) a pour mission de donner corps à une solidarité active entre les 75

États et gouvernements qui la composent (56 membres et 19 observateurs) - soit plus de tiers des États membres des Nations unies. La francophonie est le dispositif institutionnel qui organise les relations politiques et de coopération entre les États et gouvernements de l'OIF, ayant en partage l'usage de la langue française et le respect des valeurs universelles.

ECONOMIE AFRICAINE

Moody's prédit un accroissement de 6% dans les 5 ans à venir

Moody's Investors Service estime que le continent africain devrait voir son économie croître de 6% en moyenne sur les 5 prochaines années. L'agence de notation avertit qu'en cas d'intensification de la crise de la dette en Europe, l'Afrique pourrait subir les conséquences de cette récession à travers trois canaux de transmission : une baisse des échanges commerciaux, un repli des investissements en portefeuille et un ralentissement des flux bancaires. L'Afrique du Nord, en raison de l'imbrication de ses échanges avec l'Europe pour être la zone la plus touchée en cas de ralentissement prononcé de la crise de la dette européenne. Les pays d'Afrique de l'Est qui ne réalisent que 15% de leur exportation vers l'Europe seront relativement épargnés. Selon Moody's, une intensification de la crise de la dette souveraine en Europe pourrait engendrer des sorties nettes de capitaux investis en portefeuille sur les marchés boursiers entraînant une hausse de la volatilité du marché des changes qui remettrait en cause les politiques monétaires. Le système bancaire africain pourrait aussi se trouver en difficulté en raison du tarissement de sources de refinancement auprès des banques européennes ou sur les marchés financiers internationaux.

ENERGIE EOLIENNE

L'Europe produit plus de 100 GW

Selon l'association européenne de l'énergie éolienne (EWEA), l'Europe vient de franchir le cap des 100 gigawatts de capacité installée d'énergie éolienne, soit l'équivalent de la production annuelle de 52 centrales à gaz ou la consommation en électricité de 57 millions de foyers européens. «Il faudrait brûler 72 millions de tonnes de charbon, chaque année, pour atteindre une telle production en énergie éolienne» a indiqué Christian Kjaer, président de l'EWEA (European wind energy association). «Chargé à bord d'un train, ce charbon nécessiterait 750.000 wagons d'une longueur totale de 11.500 km, soit la distance entre Bruxelles et Buenos Aires». «Malgré l'utilisation d'une infime partie des vastes ressources européennes en vent, ce type d'énergie a déjà un impact considérable sur la sécurité énergétique de l'Europe et sur l'environnement, avec d'autres avantages comme la création d'emplois verts et l'exportation de technologies», a-t-il ajouté. Parmi les 10 plus gros parcs éoliens terrestres en Europe : 5 se trouvent au Royaume-Uni, 2 au Portugal, 1 en Roumanie, 1 en Autriche et 1 en Espagne. Une fois achevés, ces 10 parcs éoliens devraient produire 6,8 TWh d'énergie durant une année moyenne de vent.

NOTATION "AAA" DE LA BAD Confirmée par une perspective stable

La notation "AAA" de la Banque africaine de développement (BAD) a été confirmée avec une perspective stable par les 4 agences de notation internationales qui notent la Banque. Selon Standard & Poor's, Moody's, Fitch et JCR l'Agence Japonaise de notation du Crédit, ces notations sont soutenues par le profil financier solide de la Banque ainsi qu'une gestion et des politiques financières prudentes. Ces forces ont aidé la Banque à opérer dans un environnement opérationnel volatile marqué par des turbulences sociopolitiques et économiques en Afrique du Nord et une crise en évolution dans la zone euro. Les agences de notation ont aussi reconnu le soutien des actionnaires de la Banque comme un facteur majeur contribuant à son excellente qualité de crédit. Ce soutien a été démontré par la décision unanime des actionnaires d'approuver la sixième augmentation générale du capital triplant le capital souscrit. La perspective stable de notation s'appuie sur les forces intrinsèques de la Banque face à la nécessité d'accroître sa résilience et d'adapter sa stratégie aux changements de son environnement opérationnel. Ces facteurs sont également importants pour la Banque afin de lui permettre de continuer à maximiser sa valeur ajoutée auprès de ses actionnaires et ses pays membres régionaux tout en protégeant son bilan et sa solidité financière.

STABILITÉ FINANCIÈRE DANS LE MONDE

Une situation loin d'être satisfaisante pour le FMI

Cinq ans après le début de la crise, la situation du système financier mondial n'est toujours pas satisfaisante, indique le Fonds monétaire international (FMI) dans un nouveau rapport sur la stabilité financière dans le monde.

D'avantage reste à faire pour mettre en œuvre le programme de réformes et rendre le secteur plus transparent et moins complexe et il reste à s'attaquer au «secteur bancaire parallèle» et aux établissements «trop importants pour faire faillite», indique le rapport qui précise que toute une série de réformes réglementaires sont en voie d'application à travers le monde pour rendre le système financier plus sûr, mais qui indique aussi que les instances de réglementation, les autorités de surveillance et le secteur privé ont encore beaucoup de travail à faire pour asséoir le système financier sur des bases plus solides. Cinq ans après le début de la crise financière mondiale, le FMI estime que les réformes vont certes dans la bonne direction, mais qu'elles n'ont pas encore établi un ensemble plus sûr de structures financières et que certaines questions délicates restent à régler. «Si les intentions des autorités sont nettes et positives, les réformes n'ont pas encore permis de mettre en place un ensemble plus sûr de structures financières du fait, en partie, que les interventions nécessaires dans certains pays et régions pour faire face à une crise persistante se font attendre, ce qui retarde le redémarrage du système sur des bases plus sûres», a noté le FMI dans un des chapitres analytiques de son rapport.

La crise financière mondiale qui a commencé sur le marché des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis avant de s'étendre au monde entier, a provoqué le plus grave ralentissement de l'activité économique que le monde ait connu depuis la Grande dépression, a mis au chômage des millions de personnes et obligé les pouvoirs publics à renflouer un certain nombre d'établissements financiers importants. L'analyse intitulée *An Interim Report on Progress Toward a Safer Financial System* (rapport intérimaire sur les progrès vers un système financier plus sûr) indique que les réformes vont dans le bon sens «pour rendre les marchés et les établissements plus transparents, moins complexes et moins dépendants du levier financiers».

La réforme de la réglementation des marchés des dérivés financiers vise à les rendre plus transparents. Ses auteurs estiment toutefois que les réformes doivent être encore affinées dans certains domaines, que leur mise en œuvre nécessite beaucoup plus de travail et que le système reste souvent vulnérable et trop complexe et les activités trop concentrées sur les grands établisse-



ments. Le recours aux financements hors dépôts est considérable, les liens entre établissements financiers nationaux sont très étroits et les produits financiers complexes prennent de nouvelles formes. «La bonne nouvelle est que la mondialisation financière ne semble pas avoir été sérieusement remise en cause (malgré les revirements de certains pays touchés par la crise), mais cela signifie aussi qu'en l'absence de mesures appropriées, les économies fortement intégrées restent vulnérables à des effets de contagion transfrontaliers dommageables», peut-on aussi lire dans ce rapport.

La réforme bancaire en point de mire

Pour les auteurs du rapport, les réformes effectuées jusqu'à présent ont surtout concerné le secteur bancaire et visé à rendre plus coûteuses certaines activités risquées. Le relèvement du niveau des fonds propres et des volants de liquidités exigés dans le cadre du dispositif réglementaire dit «Bâle III» devrait permettre aux établissements financiers de mieux résister aux crises. La réforme de la réglementation des marchés de produits dérivés visant à les rendre plus transparents pourrait aussi améliorer la situation dans le domaine de la quantification des risques présentés par ces produits, et atténuer certains des risques de contrepartie. Le rapport indique que les banques s'adapteront probablement aux nouveaux coûts de divers façons, dont certaines n'auront

peut-être pas été initialement visées. Il faut observer que des produits novateurs sont déjà en cours d'élaboration pour contourner certaines des nouvelles réglementations. Les nouvelles normes bancaires encourageront peut-être le transfert de certaines activités vers le secteur financier non bancaire qui échappe à ces normes.

Il est également possible que les grands groupes bancaires, mieux à même d'absorber les coûts imposés par les réglementations grâce aux économies d'échelle dont ils jouissent, dominent davantage certains marchés et en accentuent ainsi la concentration. «Le faible niveau des taux d'intérêt est essentiel pour le moment, mais il peut également être source de vulnérabilités à l'avenir. C'est maintenant qu'il faut avertir les autorités de réglementation et de surveillance des effets secondaires possibles de ces mesures liées à la crise, pour que, par la suite, elles ne soient pas surprises par de nouveaux risques» a déclaré Laura Kodres, responsable des analyses de la stabilité mondiale au Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI, lors de la conférence de presse organisée à Washington pour la publication de l'étude. «Nous ne voyons pas encore les effets des réformes; elles ont de longs délais de mise en œuvre et la crise n'est pas terminée. Nous offrons cependant un cadre qui peut servir à évaluer l'impact des réformes sur la structure de l'intermédiation à l'avenir, une fois la situation redevenue plus calme», a-

T. L.

CRISE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DU SUD DE L'EUROPE

Sauvetage financier pour l'Espagne ?

L'Espagne pourrait être le quatrième pays de l'Union européenne à bénéficier bientôt d'un sauvetage financier, après avoir montré ces derniers jours son visage le plus fragile et alors que la pression des marchés n'est pas près de se relâcher.

Manifestations contre l'austérité, déficit plus élevé que prévu malgré un budget de rigueur, annonce d'élections anticipées dans une Catalogne mue par une poussée indépendantiste : en Espagne, la semaine a été agitée et la menace d'être placé en catégorie spéculative par Moody's, dont la décision est imminente, plane toujours sur le pays.

Le calendrier pourrait encore accélérer les choses : la situation de l'Espagne est au menu de la réunion de l'Eurogroupe le 8 octobre, puis du sommet européen des 18 et 19.

Après l'Irlande, la Grèce et le Portugal, la quatrième économie de la zone euro risque, elle aussi, de ne plus arriver à se financer seule ; les investisseurs doutant fortement de sa solidité.

Un nouveau test l'attend jeudi quand elle tentera de vendre des obligations à deux, trois et cinq ans, alors même que la Banque centrale européenne (BCE), institution-clé pour résoudre la question espagnole, tiendra sa réunion mensuelle en Slovaquie.

La BCE a apaisé les marchés en dévoilant, début septembre, des mesures de soutien pour les pays fragiles de la région, via des achats d'obligations, mais depuis la tension est revenue et l'Espagne en a payé le prix, voyant ses coûts d'emprunt repartir à la hausse.

Les investisseurs s'impatientent devant ses réticences à recourir aux fonds de secours européens, étape indispensable pour faire agir la BCE.

Eclaircissements de la BCE attendus

Le gouvernement espagnol, même s'il semble accepter, enfin, cette éventualité, redoute toujours les strictes conditions qui



lui seraient imposées en échange.

Le marché espère donc que la BCE apportera jeudi des éclaircissements sur son programme de soutien. La maison de courtage Renta4 se montre, elle, résignée : «*En principe, nous n'attendons pas de nouveautés, car maintenant c'est au tour des gouvernements de prendre des décisions.*» Sur ce point, Madrid a paru cette semaine boucler un important volet de cette probable demande, en dévoilant un budget austère visant à récupérer 39 milliards d'euros et un plan de 43 réformes négocié avec Bruxelles... ou l'art de remplir, avant l'heure, les conditions d'un éventuel sauvetage.

Vendredi, le pays a franchi une étape supplémentaire en révélant que ses banques ne demanderaient finalement qu'environ 40 milliards d'euros à la zone euro, loin des 100 milliards promis en juin, une

annonce saluée par l'Eurogroupe et le Fonds monétaire international (FMI). Dès aujourd'hui, le chef du gouvernement, Mariano Rajoy, recevra à Madrid le commissaire européen aux Affaires économiques, Olli Rehn.

La réaction des marchés, le même jour, montrera si le pays a rassuré les investisseurs, mais ces derniers ont déjà le regard tourné ailleurs. La prochaine étape est «*le sauvetage (de l'Espagne), qui paraît désormais inévitable*», note Craig Erlam, analyste chez Alpari.

«*Ce qui importe au marché, c'est quand elle demandera le sauvetage*», renchérit Montserrat Formoso Fraga, de Tressis. Le budget et les réformes présentées sont vus par les investisseurs comme «*un pas de plus vers le sauvetage qui, selon eux, réglera les problèmes de l'Espagne et de la zone euro*», souligne aussi une note de

Moneycorp. D'autant que les derniers chiffres publiés continuent de jeter le trouble sur la situation espagnole : la mauvaise santé des banques, qui ont déjà reçu des milliards d'euros d'argent public, creusera en 2012 la dette à 85,3% du PIB et le déficit à 7,4%, loin des 6,3% promis à l'Europe.

Et difficile d'assainir les comptes en pleine récession : selon la Banque d'Espagne, le PIB a encore baissé à un rythme significatif au troisième trimestre. Enfin, le pays, déjà secoué par une forte contestation sociale, continue d'être fragilisé en interne : tandis que la Catalogne tiendra des élections anticipées le 25 novembre dans un contexte de montée de l'indépendantisme, les demandes d'aide financière affluent, cinq régions ayant déjà réclamé à Madrid 16 milliards d'euros.

La Grèce attend la troïka pour boucler son nouveau plan de rigueur

Le gouvernement grec, parvenu jeudi à un accord politique sur les mesures de rigueur, attend désormais l'aval de la troïka des créanciers du pays dont les responsables sont arrivés, hier, à Athènes, pour boucler un nouveau plan d'économies budgétaires sur 2013 et 2014.

Les représentants de la troïka, les Allemands Matthias Mors et Klaus Masuch pour respectivement la Commission européenne et la Banque centrale européenne (BCE) et le Danois Poul Thomsen du Fonds monétaire international (FMI), qui doivent produire un rapport très attendu sur l'état de la Grèce, vont examiner les mesures d'un montant de 13,5 milliards d'euros sur lequel les trois partis représentés au gouvernement se sont finalement mis d'accord jeudi. Selon une source du ministère des Finances vendredi, les mesures comprennent environ 7 milliards d'euros de coupes dans les retraites, les salaires de certaines catégories de fonctionnaires (juges, universitaires, policiers ou pompiers) et les aides sociales.

Près de 3,5 milliards d'euros d'économies proviendront «*de réformes structurelles*» dans la fonction publique via la fusion ou la suppression d'organismes, ou du départ en retraite anticipée de près de 15.000 fonctionnaires. Enfin, les recettes fiscales devraient augmenter de 3 milliards sur les deux années, selon la même source. Le paquet a été présenté une première fois jeudi soir par la Grèce à ses partenaires de la zone euro lors d'une réunion technique d'un groupe de travail de hauts fonctionnaires des ministères des Finances de la zone euro (Euroworking group) à Bruxelles, chargée de préparer la réunion des ministres du 8 octobre. Le choix des mesures est le résultat de plus de deux mois de tractations. Près de la moitié d'entre elles doivent être incluses dans le pré-projet de budget 2013, que le gouvernement compte introduire au Parlement aujourd'hui. L'heure de la rencontre entre les représentants de la troïka et le gouvernement grec n'a pas été rendue publique. Le nouveau tour de vis, qui reste à voter

au Parlement, vient s'ajouter à trois plans d'austérité draconiens déjà adoptés par le Parlement grec depuis le début de la crise de la dette en 2010. Il est une condition préalable pour poursuivre les versements des prêts UE-BCE-FMI à Athènes.

Athènes attend le versement d'une tranche vitale de 31,5 milliards d'euros destinée surtout à recapitaliser ses banques, et tirée sur une deuxième ligne de crédit de 130 milliards d'euros accordée au printemps à la Grèce par la zone euro et le FMI pour lui éviter la faillite.

Simultanément à ce geste de bonne volonté pour assainir ses finances publiques, la Grèce espère obtenir une prolongation de deux ans de sa période d'ajustement budgétaire, c'est-à-dire d'ici 2016 au lieu de 2014. Le Premier ministre Antonis Samaras devrait officiellement procéder à cette demande auprès de ses partenaires lors du sommet européen du 18 octobre. L'objectif du gouvernement serait de répartir les nouvelles mesures douloureuses sur quatre ans au lieu de deux afin d'apaiser la

grogne sociale. La perspective de nouveaux sacrifices sur les salaires et pensions a d'ailleurs déjà provoqué une réaction des syndicats, qui ont observé mercredi une grève générale de 24 heures d'avertissement, dans le privé et le public, avec des manifestations émaillées de violences à Athènes et Salonique.

La Grèce traverse sa cinquième année consécutive de récession, le recul du PIB devant atteindre près de 7% fin 2012. Le taux de chômage a plus que doublé en deux ans à 24%, frappant surtout les jeunes. Un récent rapport sur l'économie grecque de l'Institut de l'emploi du syndicat du privé GSEE souligne que les plans d'assainissement dictés par l'UE et le FMI ont prolongé la récession et augmenté le chômage, annulant les efforts du pays.

Le pouvoir d'achat en Grèce entre 2010 et 2012 a baissé dramatiquement d'environ 25% en revenant au niveau de 2000. Si cette politique continue, les conséquences seront catastrophiques, et on reviendra au niveau de 1990, prévient ce rapport.

ACCOUCHEMENT

Des gaz en alternative à la péridurale

Les gaz analgésiques sont efficaces au premier stade de l'accouchement même s'ils restent moins efficaces que la péridurale.

L'inhalation d'analgésique peut réduire la douleur au premier stade de l'accouchement quand on ne peut pas ou ne souhaite pas subir une péridurale. C'est ce qui ressort de la compilation de 26 études concernant quelque 3.000 femmes et publiées par la base de données américaines Cochrane.

Les études soulignent ainsi que l'inhalation d'oxygène mélangée à des gaz hallogénés ou du protoxyde d'azote réduit la douleur tout en permettant à la maman de rester éveillée et de déglutir normalement. Ce genre d'analgésique offre également l'avantage d'être pris à la dernière minute et efficace très rapidement.

Si les gaz hallogénés sont, semble-t-il, plus efficaces que le protoxyde d'azote avec moins d'effets secondaires (nausées, vomissements...), «ils sont très délicats à utiliser car ce sont de vrais anesthésiants», souligne Louison Andriamifidy, anesthésiste au centre hospitalier de Salon de Provence. Ils ne peuvent être administrés que par des médecins anesthésistes là où le N2O peut être utilisé par des sages-

femmes ou des infirmières. Pour les différents chercheurs, il vaut mieux utiliser, quand c'est possible, les gaz hallogénés mais, à défaut, l'utilisation du protoxyde d'azote «peut aider beaucoup de femmes qui n'ont pas d'autres alternatives pour soulager leur douleur», précise le résumé des études.

Un chronométrage

Dans le cas du protoxyde d'azote, il peut également y avoir des formes d'autoadministration. La femme peut s'autoadministrer le mélange N2O soit de façon intermittente soit de façon continue. Quand l'administration est intermittente, il faut bien expliquer le mode d'emploi. Mais à lire le document rédigé par le docteur Catherine Spielvogel pour le CNRD (Centre national de Ressources de lutte contre la douleur), ce n'est pas si simple. «Le délai d'analgésie maximale du N2O est de 50 secondes, la montée de la contraction est de 30 secondes avec une douleur ressentie au bout de 15 secondes, une meilleure efficacité est donc obtenue quand on com-



me commence à inhaler une trentaine de secondes avant la prochaine contraction», explique le médecin anesthésiste qui reconnaît bien volontiers : «C'est parfois difficile». Désormais, ces méthodes semblent surtout utilisées lors des urgences ou des contre-indications. «Et il y a de moins en

moins de femmes qui ont peur de la péridurale et qui choisissent donc de les utiliser», souligne Louison Andriamifidy, qui rappelle que «c'est la péridurale qui est la plus efficace, et de très loin, pour lutter contre la douleur de l'accouchement».

In Le Figaro

Les pédiatres alertent contre le danger des trampolines



Un rapport de l'Académie américaine de pédiatrie détaille les risques encourus par les enfants si de bonnes pratiques ne sont pas respectées.

«Un trampoline de jardin est un équipement intrinsèquement dangereux et son utilisation devrait être fortement déconseillée», concluent sans ambages les auteurs d'un rapport de l'Académie américaine de pédiatrie qui vient d'être rendu public dans la revue *Pediatrics*.

Et le Dr Michele LaBotz, pédiatre spécialisée en médecine du sport à Portland, coauteur de l'étude, d'enfoncer le clou : «Même des mesures de sécurité comme des filets ou des

rembourrages ne font pas baisser significativement les risques de blessures.» Selon les derniers chiffres disponibles aux USA, en 2009, près de 98.000 blessures liées aux trampolines de jardin ont été enregistrées, conduisant à 3.100 hospitalisations. Soit, tout de même, une légère baisse par rapport à 2004 (112.000 blessures et 3.300 hospitalisations). Mais la gravité des blessures reste du même ordre.

Près de 75% de ces blessures, fractures, entorses, foulures, contusions, sont dues au fait que plusieurs personnes sautaient en même temps. Les enfants de moins

de 5 ans sont particulièrement à risque, souligne le rapport. De 27% à 39% des blessures sont provoquées par des chutes hors du trampoline, avec un nombre important de blessures à la tête et au nez.

Moins dangereux que le vélo

«Je ne suis pas surpris par cette alerte des pédiatres américains, estime Frédéric Peters, revendeur de trampolines. De nombreux accidents sont liés à une utilisation abusive du trampoline — l'imagination des enfants est souvent débordante — ainsi qu'à un faux sentiment de sécurité des parents». Frédéric Peters insiste également sur le fait qu'un trampoline ne doit pas être utilisé par des enfants de moins de 5-6 ans. «Mais je persiste à dire, chiffres à l'appui, que le trampoline est moins dangereux que le vélo», conclut-il.

Le rapport de l'Académie américaine souligne que «les trampolines ont un rôle acceptable quand ils font partie d'un programme structuré d'entraînement physique avec un coaching approprié, une bonne supervision et des mesures de sécurité adéquates».

«Je ne suis pas étonné des conclusions de cette étude, renchérit le Dr Michel Leglise, 1er vice-président de la fédération de gymnastique et chairman de la commission médicale qui gère le trampoline, y compris aux Jeux olympiques. Elles vont tout à fait dans le sens des recommandations de la Fédération internationale de gymnastique. L'apprentissage, même tout à fait basique, du trampoline et sa pratique doit être sérieusement encadré».

Dans le trampoline de haut niveau, l'encadrement et la sécurité sont deux impératifs, tout comme un apprentissage progressif avec des techniques rigoureuses, du matériel pédagogique et éducatif. «Grâce à toutes ces précautions, cette discipline sportive rigoureusement encadrée ne doit pas être considérée comme un sport dangereux comme les statistiques le montrent, poursuit le Dr Leglise. En ce qui concerne les trampolines dits de jardin, on voit bien que les précautions citées ci-dessus ne sont pas prises et l'apparente facilité d'une évolution sur la toile est trompeuse. D'où parfois des accidents graves».

Santé de A à Z

FOOTBALL- CHAMPIONNAT DE LIGUE 1 (4^E JOURNÉE)

La JSM Béjaïa conserve son fauteuil de leader

Malgré son match nul en déplacement face au CS Constantine (2-2), la JSM Bejaia conserve toujours son fauteuil de leader du championnat national de ligue 1, alors que la place de dauphin revient au champion d'Algérie en titre, l'ES Sétif, auteur d'une belle victoire à domicile face au WA Tlemcen.

PAR MOURAD SALHI

En appel à Constantine, la JSM Bejaia a réussi à glaner un précieux point devant une bonne équipe du CS Constantine. La formation de la Vallée de la Soummam aurait pu remporter la totalité des points si ce n'est le but d'égalisation de Hamza Boulemdais à deux minutes seulement de la fin. Les coéquipiers de Derrag qui occupent la première place au classement général comptent 10 points dans leur escarcelle, et devancent leur nouveau poursuivant l'Entente de Sétif de 2 points seulement. Le club phare de la capitale des Hauts-Plateaux ne semble pas prêt à céder facilement son bien, comme l'atteste sa bonne entame du championnat. Avec cette nouvelle victoire de 3 buts à 1, l'ESS compte désormais la meilleure attaque du championnat en ce début de saison. Les camarades de Aoudia, auteur du doublé face au Widad, comptent un seul point d'avance sur un groupe de cinq équipes qui partagent la troisième place. Après un début un peu difficile, l'USM Alger enchaîne avec une deuxième victoire à l'extérieur face CA Batna (0-3). Avec ce résultat les Rouge et Noir reviennent à la troisième place en compagnie de quatre autres clubs. De son côté, le MCE Eulma a renoué avec le succès en infligeant à l'USM El Harrach sa première défaite de la saison (2-0). Le sort de la rencontre a été scellé dans les dix premières minutes de la partie. En effet, Gharbi a ouvert le score à la 2e minute de jeu avant que son camarade Chenihi double la mise à la 8e minute. En revanche, trois clubs, la JS Kabylie, le MC Alger et le CR Belouizdad ont été



contraints au nul à domicile. Le nouvel entraîneur du Doyen, Djamel Menad n'a pas pu réussir son baptême de feu avec le Doyen, qui raté un penalty par Babouche à deux minutes seulement de la fin. Quant à la JS Kabylie, les choses n'étaient pas aussi faciles. Après une défaite à Bechar, les coéquipiers de Issad Belkalem étaient samedi incapables de remporter leur match à domicile face à une équipe du MC Oran en pleine crise. La surprise de cette quatrième journée a

été marquée par le succès en déplacement du nouveau promu, la JS Saoura, qui s'est imposé face l'autre nouveau promu, le CABordj Bou-Arreridj (1-1). L'unique but de la rencontre a été inscrit à la 2e minute de jeu par Beldjilali. Cette nouvelle journée a été marquée par l'expulsion des deux gardiens de buts, Cédric de la JSM Bejaia et Dahmane du MC Oran.

M.S.

DJAMEL MENAD, ENTRAÎNEUR DU MC ALGER

«J'ai perdu deux points, mais j'ai gagné une équipe»

L'entraîneur Djamel Menad s'est dit "satisfait" de la prestation de sa nouvelle équipe, le MC Alger, malgré le nul concédé à domicile face à l'ASO Chlef (0-0) samedi soir pour le compte de la quatrième journée du championnat de Ligue "une" de football en Algérie. "Certes, j'ai perdu deux points, mais j'ai gagné en revanche une équipe. J'estime que mes joueurs ont réalisé une prestation honnête. Ils ont dominé la majeure partie du temps du jeu, même si cette domination n'a pas été conclue par le résultat qu'on espérait", a déclaré Menad. L'ex-coach du CR Belouizdad, qui s'exprimait devant la presse à l'issue du match, a estimé en outre, que ses joueurs "ont présenté un visage bien meilleur que celui

face à l'USM Alger", un derby perdu par le Mouloudia lors de la 3^e journée, entraînant le limogeage de l'entraîneur français, Jean Paul Rabier. "Vu que les joueurs ne sont pas au point sur le plan physique, je leur ai demandé de compenser ce manque par la volonté, et ma foi, ils ont donné le meilleur d'eux mêmes", a encore dit le nouvel entraîneur du D o y e n . Après avoir débuté le championnat par deux victoires de rang, le MCA a marqué le pas en se contentant d'un seul point en deux rencontres, bien que les Vert et Rouge eurent la possibilité de renouer avec le succès contre l'ASO, si le capitaine Réda Babouche avait marqué le penalty obtenu par son équipe dans les derniers instants de la rencontre. "Il ne

faut pas blâmer Babouche pour avoir raté un penalty, ce sont des choses qui arrivent dans tous les stades du monde", a estimé Menad, qui s'est montré optimiste quant à sa réussite dans sa nouvelle mission. Il a fait savoir que sa première sortie avec le club phare de la capitale, intervenue quatre jours après avoir pris ses nouvelles fonctions, lui a permis de "connaître mieux" ses joueurs, avant de débiter son "véritable travail" avec l'équipe "à partir de cette semaine". Lors de la prochaine journée, Menad rendra visite à la JSM Béjaïa, un club qu'il a déjà entraîné par le passé, et qui occupe le poste de leader du championnat depuis le début de la saison en cours.

APS

JS KABYLIE

Fabbro toujours en poste, mais tout est envisageable

L'entraîneur de la JS Kabylie (Ligue 1 algérienne de football), l'Italien Enrico Fabbro, "est toujours en poste", mais son avenir dépendra de l'issue de la discussion décisive qu'il aura avec le président du club, Moh-Chérif Hannachi. "Fabbro est toujours en poste, mais tout est envisageable. D'ailleurs il est à côté de moi en ce moment (dimanche matin, ndlr), et tout dépendra de la discussion que j'aurai avec lui", a affirmé à l'APS le premier responsable du club phare de la Kabylie. Cette réunion d'urgence entre Fabbro et Hannachi, intervient au lendemain du match nul (0-0) concédé à Tizi-Ouzou face au MC

Oran, en match comptant pour la 4e journée du championnat professionnel de football de Ligue 1. "Je ne peux pas affirmer si Fabbro va rester ou non, tout se décidera dans les prochaines heures", a-t-il ajouté. Enrico Fabbro s'est engagé avec la JSK en juin dernier, pour un contrat d'une saison, rappelle-t-on. Avec un bilan d'une victoire, un match nul, et deux défaites, la JSK occupe la 12^e place au classement avec 4 points. Réunion décisive Hannachi-Fabbro aujourd'hui Le président de la JS Kabylie (Ligue 1 algérienne de football), Moh Chérif Hannachi, tiendra lundi une réunion décisive avec son entraîneur, Enrico Fabbro, pour dis-

cuter de l'avenir du technicien italien, a-t-on appris dimanche auprès de la direction du club phare de Djurdjura. Cette réunion intervient après la contre-performance concédée par la JSK samedi à domicile face au MC Oran (0-0), en match comptant pour la 4^e journée du championnat professionnel de football de Ligue 1. Contacté par l'APS, le premier responsable du club kabyle a affirmé que Fabbro "est toujours en poste", même si son avenir reste incertain. "Fabbro est toujours en poste, mais tout est envisageable. Tout dépendra de la discussion que j'aurai avec lui", a-t-il souligné.

APS

TAOUFIK ROUABAH, ENTRAÎNEUR DU CA BORDJ-BOU-ARRERIDJ

«Je ne peux pas continuer à travailler dans de telles conditions »

L'entraîneur du CA Bordj Bou-Arreridj (Ligue 1 algérienne de football), Taoufik Rouabah, a déploré dimanche les conditions dans lesquelles il exerce son métier, au lendemain de la défaite concédée à domicile face à la JS Saoura (0-1), en match comptant pour la 4^e journée du championnat professionnel de football de Ligue 1. "Je travaille vraiment dans des conditions très difficiles, et je ne peux pas continuer à évoluer dans ce contexte", a affirmé à l'APS le coach du CABBA, qui se considère toujours en poste. Avec un bilan de deux défaites et deux matches nuls, le CABBA a complètement raté son entame de saison, au moment où, il a survolé la saison dernière la Ligue 2, assurant son accession à quelques journées de la fin. "Oui, je le confirme, notre bilan est négatif et ne représente pas les espoirs nourris avant le début du championnat. Nous aurions pu aspirer à de meilleurs résultats, mais ça n'a pas été le cas, au vu de la crise financière que traverse le club, et qui s'est répercutée sérieusement sur le moral des joueurs", a-t-il ajouté. Revenant sur le match de Saoura, Rouabah s'est dit "stupéfait" des nombreuses occasions ratées par son équipe. "C'est une défaite amère et difficile à digérer. Nous sommes en train de refaire les mêmes erreurs : rater des occasions devant les buts, et offrir à l'adversaire l'opportunité de marquer, c'est inadmissible", a-t-il regretté. Evoquant son avenir, Taoufik Rouabah, parle d'une réunion "décisive" qui le regroupera dimanche après midi avec le président du club, Djamel Messaoudéne. "Je vais me réunir cet après-midi avec le président pour discuter avec lui sur certains points. Tout est envisageable. Il se pourrait que je reste comme il est possible que je parte", a-t-il conclu.

ÉQUIPE NATIONALE DES U 17

La sélection algérienne en stage bloqué du 3 au 15 octobre

La sélection algérienne de football des moins de 17 ans (U-17), effectuera un regroupement du 3 au 15 octobre, en vue du match aller face à la Somalie, prévu entre le 12 et 14 du même mois à l'extérieur, comptant pour les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2013, au Maroc, a-t-on appris dimanche auprès de la Fédération algérienne de football. Le staff technique de la sélection des U-17 a fait appel à 25 joueurs pour ce regroupement qui intervient après la double confrontation en amical devant la Tunisie. Lors du premier test, disputé mercredi au stade Brakni de Blida, l'Algérie l'a emporté sur le score de 3 à 0, avant de faire match nul samedi sur la pelouse du centre technique national de Sidi Moussa (1-1). La Somalie, prochain adversaire des Verts, s'est qualifiée pour le dernier qualificatif aux dépens du Soudan (1-0), en un seul match disputé à Khartoum. Le match retour face aux Somaliens se jouera entre le 26 et le 28 octobre à Alger. L'ancien sélectionneur de la sélections des U-17, Abdelkader Soltani, avait été limogé de son poste, à l'issue du championnat arabe de la catégorie disputé en juillet dernier en Tunisie.

APS

Cuisine

Escalopes de poulet au gingembre



Ingrédients :

350 g d'escalopes de poulet
1 boîte de champignons
des olives verte dénoyautées
du curry
du gingembre
1 citron
1 brick de crème allégée
1 verre d'eau
sel, poivre

Préparation :

Couper les escalopes de poulet en dés. Les mettre dans un plat, couvrir de jus de citron, et des épices au goût. Laisser mariner quelques heures. Retirer les morceaux de poulet de la marinade, garder celle-ci. Rouler les morceaux dans la farine et mettre à dorer dans de l'huile d'olive. Verser la marinade, l'eau, le jus des champignons et laisser cuire un moment. Mettre alors la crème, les olives et les champignons. Saler légèrement, poivrer. Laisser mijoter quelques min. Retirer du feu et servir bien chaud avec des patates.

Marbré au cacao et aux pistaches



Ingrédients :

3 œufs
150 g de beurre
50 g de pistaches décortiquées
250 g de farine
1 demi-sachet de levure chimique
100 g de sucre en poudre
2 sachets de sucre vanillé
2 c. à soupe de cacao

Préparation :

Préchauffer le four th. 6 (180 °C). Badigeonner un moule à cake avec 25 g de beurre fondu, réserver au réfrigérateur. Dans un saladier, écraser le beurre restant, ajouter les sucres, mélanger énergiquement. Ajouter les œufs pour obtenir une préparation mousseuse puis la farine et la levure. Transvaser la moitié de la pâte dans un autre saladier et ajouter le cacao. Verser les pistaches dans l'autre moitié. Remplir le moule en alternant pâte au cacao et pâte à la pistache. Enfourner 45 min. Démouler et laisser refroidir.

SOINS ETX BEAUTÉ

Comment reconnaître une bonne crème hydratante ?

Avec toutes les publicités de crèmes hydratantes, on se sent perdue et on ne sait plus laquelle convient le plus à notre peau. Il n'y a pas de secret : c'est en testant différentes crèmes adaptées à notre type de peau qu'on en rencontre une avec laquelle le coup de foudre aura lieu.

Quelques indices :

Une bonne crème hydrate mais joue aussi son rôle d'activateur cellulaire et aide la peau à retrouver ses capacités naturelles. Aussi, la bonne qualité d'une crème se reconnaît au fait qu'elle ne laisse aucune sensation d'inconfort une fois ôtée. La peau continue en effet à garder ou à retrouver sa souplesse lorsqu'elle est nue. Une crème de mauvaise qualité donnera l'impression, une fois enlevée, de manque d'eau à la peau (assoiffée, tirée, rugueuse..)

Voici quelques conseils pour reconnaître une bonne crème hydratante selon votre type de peau :

-Peau sèche : ce type de peau a besoin d'une crème particulièrement riche en lipides qui permettent de retenir l'eau dans l'épiderme. La peau sèche est généralement terne,

rugueuse et manque de souplesse. Si après avoir appliqué votre crème, votre peau semble reposée et plus souple, alors cette crème est pour vous.

-Peau mixte : ce type de peau est un mélange de peau sèche et peau grasse, ce qui rend le choix de la bonne crème hydratante un peu plus difficile. Les zones sèches (généralement les joues et les pommettes) ont besoin d'une crème nourrissante, c'est à dire riche en lipides.

Les zones grasses (zone T : front, nez et menton)

Elles ont besoin d'une crème légère ou gel désaltérant à base d'eau et non à base de lipides. Cette zone de la peau contient assez de lipides et l'application d'une crème riche causera un excès de sébum responsable de l'acné, points noirs et pores dilatés. Il existe aujourd'hui des soins hydratants pour la peau mixte et qui remplissent leur rôle mais si la peau est particulièrement très grasse dans la zone T et/ou très sèche ailleurs, il est préférable d'utiliser deux crèmes différentes : une crème nourrissante riche en lipides à appliquer sur les zones sèches et un soin hydratant matifiant sur les zones grasses.

-Peau grasse : il faut savoir qu'une peau grasse dont la teneur en eau est insuffisante peut se déshydrater comme n'importe quel autre type de peau. La peau grasse peut aussi perdre son film hydrolipidique suite à une



agression extérieure provoquant une sécheresse temporaire certes mais réellement dommageable.

Le soin à choisir pour ce type de peau doit donc être léger et à base d'eau, sous forme de gel de préférence car ça s'absorbe mieux et a une action matifiante.

ACTIVITÉS PHYSIQUES

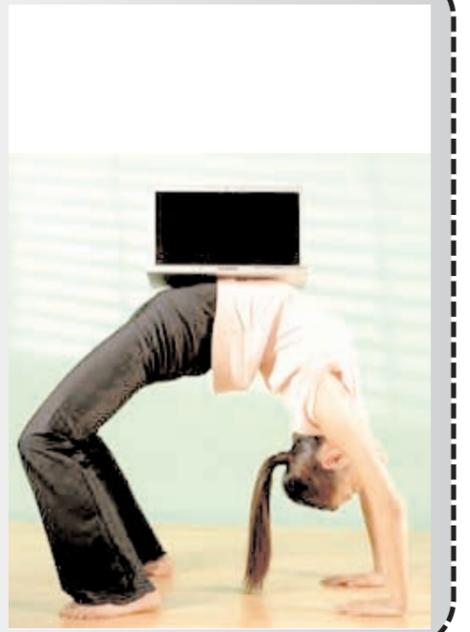
Faire du sport le matin pour réduire l'appétit

Une étude américaine montre qu'un peu de sport dès le matin pourrait avoir un effet positif sur l'appétit tout au long de la journée.

Des chercheurs de Brigham Young University (Utah) ont utilisé des électrodes pour mesurer l'activité neuronale de 35 femmes pendant qu'elles regardaient des photos de nourriture à deux jours d'intervalle. Le premier jour, elles avaient fait 45 minutes de sport le matin, mais pas le second jour. Le jour où les participantes avaient fait de l'exercice, les chercheurs ont trouvé que ces femmes montraient une attention moindre envers les images de

nourriture. Par ailleurs, elles ne mangeaient pas de plus grandes quantités pour "compenser" les calories dépensées pendant le sport. Elles mangeaient environ les mêmes quantités de nourriture les deux jours. "Il n'y a pas de recommandations claires sur l'heure à laquelle il vaut mieux faire du sport", note l'auteur de l'étude, "mais je pense que ça vaut la peine d'essayer, si on a du mal à se restreindre sur la nourriture, de peut-être faire de l'exercice avant et voir comment son corps réagit".

Etude publiée dans l'édition papier d'octobre de la revue *Medicine & Science in Sports & Exercise*.



Trucs et astuces

Une nappe bien lisse



Passez une éponge humide sur le bulgomme allant sous la nappe, mettez la nappe dessus une heure avant de mettre le couvert et la table sera parfaite au moment de passer à table.

Préparer des sachets de lavande



La lavande chasse les mites. Pour que la plante libère tout son arôme, cueillez la en pleine fleurs, faites la sécher la tête en bas puis égrenez la et mettez la dans des petits sacs en tissu.

Donner un ton ivoire à une dentelle :



Après avoir lavé votre dentelle, trempez-la dans une infusion de thé et elle prendra cette belle couleur.

Changer de papier peint facilement :



sant liquide pour linge dans l'eau tiède du vaporisateur. Le papier se détachera aisément.

Pour rendre cette tâche plus facile, mettez un bouchon d'assouplissant

Une femme se fait greffer une oreille qui a poussé... dans son bras

Une Américaine de 42 ans, dont l'oreille gauche avait dû être amputée en grande partie suite à un cancer, vient de se voir poser une prothèse plus que réaliste. Et pour cause, sa nouvelle oreille a été fabriquée à partir de cartilage implanté pendant plusieurs mois dans la peau de son avant-bras.

La prouesse est impressionnante mais s'est avérée extrêmement délicate. Tout a commencé il y a quatre ans, lorsque Sherry Walter, une Américaine a constaté une croûte sur son oreille gauche qui mettait du temps à cicatriser. Malgré une cure d'antibiotique et huit mois d'attente, celle-ci ne partait toujours pas. L'Américaine a alors décidé de se rendre chez un dermatologue qui après quelques minutes d'examen lui a annoncé la terrible nouvelle : elle était atteinte d'un cancer de la peau. Au cours des mois suivants, elle a ainsi dû subir une opération pour enlever une partie de sa peau et prendre un traitement particulièrement agressif. Toutefois, la maladie a continué de s'étendre jusqu'au canal de son oreille gauche.

En 2010, les médecins ont alors décidé de lui retirer son canal auditif, son tympan ainsi qu'une grande partie de son oreille externe et des tissus de son cou. Une fois les zones cicatrisées, ceux-ci ont alors expliqué à la patiente qu'elle avait plusieurs options pour remplacer son organe manquant. Elle pouvait avoir recours à une prothèse mais cette dernière devait être attachée chaque jour. Néanmoins, la plupart de ces prothèses se fixent à l'aide de baguette en titane sur le crâne. Or, au cours de l'opération, une partie de l'os du crâne avait également dû lui être enlevée obligeant à écarter cette possibilité.

"Elle aurait dû faire avec de la bande et de la glue et cela aurait été vraiment pénible. Cela ne lui a pas paru attirant et je l'ai



compris", a expliqué au Baltimore Sun Times le docteur Patrick Byrn, professeur en chirurgie de la tête et du cou à la Johns Hopkins University School of Medicine. C'est là que le médecin a eu l'idée de tester un projet auquel il réfléchissait depuis plusieurs années. "J'ai pensé à cette stratégie des années avant et je recherchais le bon patient sur lequel la tester", a-t-il indiqué. Le projet en question : reconstruire une toute nouvelle oreille en utilisant la peau du patient mais d'une manière très particulière. Bien qu'on l'ait prévenu que

ceci durerait au moins deux ans, la patiente a tout de même décidé de tenter. "Cela paraissait un peu étrange mais j'étais d'accord pour l'essayer", a précisé Sherry Walter interrogée par CBS.

Quatre mois passés avec une oreille dans le bras

En prenant l'empreinte de son oreille droite, les médecins ont réussi à dessiner sur papier une oreille gauche. Puis ils ont prélevé à la patiente du cartilage à partir de

ses côtes qu'ils ont utilisé pour façonner la fameuse oreille. C'est à partir de ce moment-là que les choses sont devenues plus délicates puisque pour que le cartilage devienne une vraie oreille, il fallait que de la peau la recouvre. Pour cela, les médecins ont donc implanté la structure sous la peau de son avant-bras gauche après y avoir injecté de la solution saline pendant des semaines. L'insertion a eu lieu en novembre 2011 et était parfaitement visible. "Nous avons implanté l'oreille à proximité du poignet et l'avons juste laissé vivre pour que toute la peau puisse croître dans l'oreille", a commenté le Dr Byrn.

Durant quatre mois, Sherry Walter est ainsi retournée à son quotidien auprès de son mari, essayant de s'amuser de cette oreille qui poussait dans son bras. Puis en mars 2012, les médecins ont prélevé la partie de peau contenant ce nouvel organe pour le greffer du côté gauche de son crâne : la patiente avait retrouvé un semblant d'oreille. Selon l'équipe qui l'a réalisée, c'est la reconstruction d'oreille la plus compliquée qui a jamais été mise en œuvre aux Etats-Unis. Toutefois, elle ne s'achève pas tout à fait ici puisque les médecins ont commencé à modeler cette oreille pour la rendre encore plus véritable.

Si toute la procédure a été très éprouvante pour Sherry et son mari, celle-ci s'estime aujourd'hui très chanceuse d'avoir pu en bénéficier. Une fois que l'oreille aura cicatrisé, le médecin estime qu'elle pourra tenir durant des années.

Ison, une comète plus brillante que Vénus à observer en 2013 ?

Si elle ne se désintègre pas en vol, la comète Ison, qui passera à moins de 2 millions de kilomètres du Soleil fin novembre 2013, pourrait être visible en plein jour dans l'hémisphère Nord. C'est depuis Kislovodsk en Russie que la comète Ison a été repérée il y a tout juste une semaine. Selon Artyom Novichonok et Vitali Nevski, les astronomes russes et biélorusses à l'origine de sa découverte, elle se dirige presque tout droit vers le Soleil et est actuellement située à proximité de l'orbite de Jupiter. Au vu de sa vitesse et de sa trajectoire, les spécialistes ont ainsi déterminé qu'elle devrait en principe frôler le Soleil de moins de 2 millions de kilomètres (soit un centième environ de la distance Terre-Soleil) en novem-

bre 2013. Lors de ce passage, cette boule de roche et de glace se vaporisera alors en partie, laissant derrière elle une magnifique traînée lumineuse qui sera visible dans une grande partie de l'hémisphère Nord. Bien que le diamètre exact de cette comète ne soit pas encore connu, les spécialistes estiment qu'elle devrait être visible à l'œil nu entre début novembre 2013 et fin janvier 2014. Une observation d'autant plus facilitée par l'étonnante luminosité de la comète. En effet, si l'on en croit les prévisions de trois astronomes de l'observatoire de Remanzacco, en Italie, Ison pourrait briller 100 fois plus fort que Vénus, l'objet le plus brillant du ciel. Elle serait alors plus éclatante que la pleine lune elle-même. Et si leurs calculs se révèlent

exacts, ce pic de luminosité sera atteint le 29 novembre 2013. Toutefois, les astronomes préfèrent rester prudents, notamment suite à la déception qu'avait causé le rendez-vous manqué avec la comète Elenin, qui avait disparu en plein vol en octobre 2011. Ainsi, Karl Battams, spécialiste des comètes à la Nasa, préfère tempérer ses ardeurs. La comète pourrait exploser des semaines avant de frôler le Soleil

Cité par le Figaro.fr, celui-ci explique : "Il est très possible que ce soit une "nouvelle comète" provenant du nuage d'Oort [un réservoir de comètes situé à un peu moins d'une année-lumière de nous], ce qui voudrait dire que cela pourrait bien être sa première rencontre avec le Soleil. Si c'est

le cas, elle regorge sûrement de glaces intactes très volatiles et pourrait bien n'avoir jamais fait face à de véritables contraintes thermiques ou gravitationnelles. Elle pourrait donc très bien exploser et s'évaporer des semaines, voire des mois, avant de frôler le Soleil".

Si le scénario décrit par le spécialiste se produit, le spectacle tant attendu n'aura alors pas lieu. M. Battams reconnaît cependant qu'en l'état actuel des observations, l'hypothèse plus séduisante d'un passage éblouissant est loin d'être improbable. Pour en savoir plus, les astronomes amateurs et professionnels devront ainsi attendre encore quelques mois, le temps que la comète se rapproche un peu et qu'on puisse l'observer plus en détail.

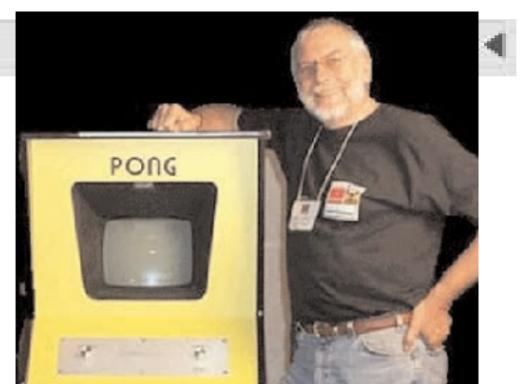
L'encyclopédie

DES INVENTIONS

JEUX VIDÉO

Inventeur : **Noland Buschnell** Date : **1972** Lieu : **Etats-Unis**

En 1972, Noland Buschnell, alors âgé de 28 ans inventa le premier jeu vidéo. Il s'agissait d'une sorte de tennis sur écran avec quelques points et lignes comme décor. Noland Buschnell créa sa propre société: Atari. Il n'aura pas fallu longtemps à ce petit génie de l'informatique pour faire fortune, en 1976, Warner racheta Atari pour 28 millions de dollars.



Carmen Electra

elle ne fait pas dans la dentelle !

Carmen Electra, qui concurrençait Pamela Anderson en maillot rouge échancré dans *Alerte à Malibu*, ne fait pas dans la dentelle niveau tenue de soirée ! Invitée à célébrer le 100^e épisode de la série *90210* en compagnie des acteurs principaux, elle a débarqué en corset ultra décolleté, bas résilles, talons hauts et... c'est tout !



Britney Spears

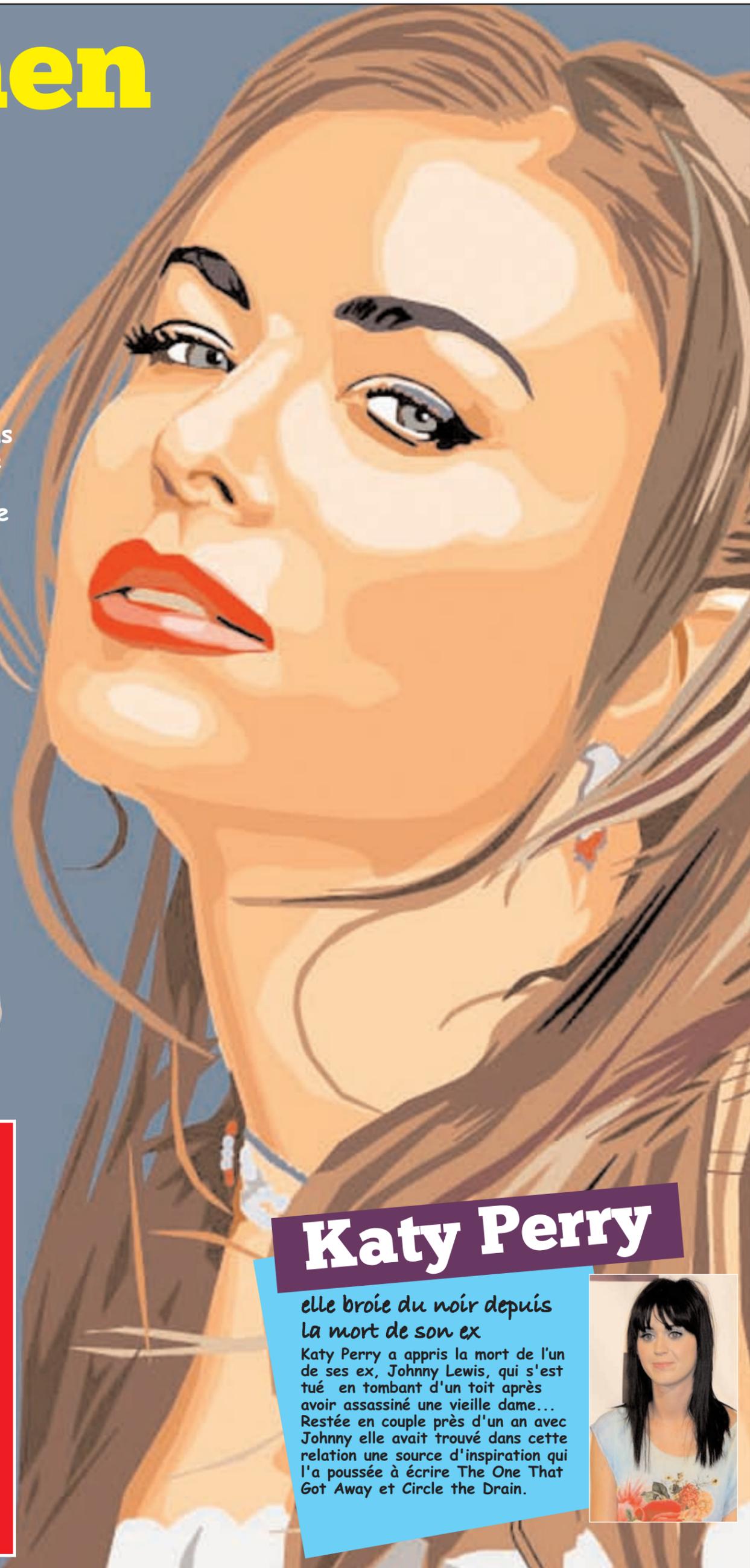
accusée de se droguer par son ex-manager

Britney Spears voit son ex-manager revenir à la charge avec de nouvelles accusations. L'homme affirme que des chiens renifleurs de la police ont mis la main sur une boîte contenant des méthamphétamines dans sa maison en 2007. L'homme s'illustre dans la presse pour y faire des déclarations scandaleuses au sujet de la star.

Katy Perry

elle broie du noir depuis la mort de son ex

Katy Perry a appris la mort de l'un de ses ex, Johnny Lewis, qui s'est tué en tombant d'un toit après avoir assassiné une vieille dame... Restée en couple près d'un an avec Johnny elle avait trouvé dans cette relation une source d'inspiration qui l'a poussée à écrire *The One That Got Away* et *Circle the Drain*.



Horaires des prières pour Alger et ses environs	
Fadjr	05h11
Dohr	12h38
Asr	15h59
Maghreb	18h38
Icha	19h58

Le **MIDI LIBRE** met à la disposition de ses lecteurs deux numéros pour signaler une éventuelle absence du journal dans leurs quartiers.
0777.10.49.42
0550.18.37.57

COLLISION ENTRE UN AUTOBUS ET UN CAMION 10 blessés à Aïn Touta

Dix personnes ont été blessées dans une collision survenue samedi soir sur la RN 3, non loin de la commune d'Aïn Touta (Batna), entre un autobus et un véhicule lourd, ont indiqué des services de l'hôpital d'Aïn Touta.

Trois passagers de l'autobus, sérieusement atteints, ont dû être évacués vers le centre hospitalo-universitaire de Batna, tandis que 7 autres ont pu regagner leurs domiciles après avoir reçu les premiers soins, a précisé la même source.

Une enquête a été diligentée pour établir les circonstances exactes de cet accident qui s'est produit à hauteur de la carrière géante située au lieu-dit Ghedjati, dans un segment considéré



comme un "point noir" de l'axe routier reliant les villes de Batna et d'Aïn Touta.

SUITE À UN ACCIDENT

Les liaisons internet et téléphoniques perturbées à Aïn Benian

Les perturbations affectant, depuis vendredi, soir les liaisons Internet et téléphoniques à Aïn Benian (Alger) sont dues à un accident occasionné par un véhicule qui a percuté des installations d'Algérie Télécom, a indiqué samedi l'entreprise publique dans un communiqué.

380 clients sont concernés par cet incident qui prive les citoyens des cités Bellevue (Bâtiments A, B et C), des 143, 80 et 28

logements, des services de la téléphonie et de l'internet, selon Algérie Télécom.

"Les équipes techniques (d'Algérie Télécom) se sont immédiatement rendues sur les lieux pour le rétablissement des supports endommagés", a ajouté l'entreprise, précisant que ces équipes travailleront à rétablir progressivement toutes les liaisons au plus tard dans dix jours.

CENTRE INTERNATIONAL DE HAUTES ÉTUDES AGRONOMIQUES MÉDITERRANÉENNES

L'Algérie accueillera la 10^e conférence des pays membres

L'Algérie accueillera en 2014 la 10^{ème} conférence des 13 pays membres du Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (Ciheam), a indiqué samedi à Guelma le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Rachid Benaïssa.

S'exprimant en marge des festivités officielles de célébration de la Journée nationale de la vulgarisation agricole, M. Benaïssa a indiqué que le choix de l'Algérie, membre du Ciheam depuis 1986, pour l'accueil de cette réunion a été décidé au cours de la 9^e réunion de cette organisation gouvernementale inter-

nationale tenue à Malte du 26 au 28 septembre courant sous le slogan "La sécurité alimentaire et la volatilité des prix".

Le ministre a également évoqué les questions débattues par les ministres de l'Agriculture des pays membres du Ciheam axées, notamment, sur les efforts communs pour faire face aux défis liés à la sécurité alimentaire et à la hausse des prix des produits alimentaires dans les pays méditerranéens.

COINCÉE SUR UN ROCHER EN PLEINE MER À AÏN TAYA Une personne secourue par un hélicoptère

Une personne coincée sur un rocher en mer à quelques centaines de mètres d'une plage de Aïn Taya (Alger) a été secourue vendredi par un hélicoptère de recherche et de sauvetage des forces navales, indique samedi un communiqué du ministère de la Défense nationale. Selon la même source, le Centre national des opérations de surveillance et de sauvetage a été informé vendredi à 18h42 par le groupement territorial des gardes-côtes d'Alger qu'une personne était coincée sur un rocher portant le nom de "Koli" à 600 m au nord d'El Marsa. Suite à cette information, une opération de recherche a été lancée en engageant une vedette de sauvetage des

Forces navales avec la participation d'un zodiaque et de plongeurs de la Protection civile. A cause des conditions météorologiques "très défavorables", l'opération de sauvetage de la personne par la mer n'a pas été possible, et ce n'est qu'après l'intervention des Forces navales par hélicoptère qu'elle a pu être secourue.

Un agent de la Protection civile qui a participé à l'opération de sauvetage par mer a été également secouru, précise-t-on de même source.

Les deux personnes ont été transférées vers l'aéroport Houari-Boumediene où elles ont reçu des soins.